

M. LI Lianhe, Ambassadeur de Chine en Algérie

PERPÉTUONS NOS ESPRITS NATIONAUX ET RESTONS FIDÈLES À NOS ENGAGEMENTS INITIAUX

Page 24

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 6995 MERCREDI 19 MAI 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

EDUCATION

Le FNTE exige un salaire minimum de 75 000 DA

Page 2

HAUT CONSEIL DE SÉCURITÉ

LE MAK ET RACHAD CLASSÉS ORGANISATIONS TERRORISTES



C'est une décision capitale que vient de prendre le Haut Conseil de Sécurité (HSC), qui s'est réuni, hier mardi en session ordinaire, sous la présidence du Chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune. Le HCS a adopté une résolution capitale, traduite par la classification du Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie (MAK) et le Mouvement islamiste RACHAD comme «organisations terroristes».

Page 3

MODALITÉS DE LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES

Attentes et interrogations

Page 2

POURSUIVI POUR BLANCHIMENT D'ARGENT EN BANDE ORGANISÉE

Ferhat Mehenni placé en garde à vue par la justice française

Page 3

RUSH DE MIGRANTS ALGÉRIENS SUR L'EUROPE

180 harraga algériens sont arrivés à Almeria en 48 heures

Page 5

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

EXAMENS DE FIN D'ANNÉE DANS LES TROIS CYCLES

Plus de 1 700 élèves aux besoins spécifiques concernés



LA MINISTRE de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a indiqué mardi à Alger que 1.796 élèves aux besoins spécifiques scolarisés à travers l'ensemble du territoire national passeront les examens de fin d'année (2020-2021) dans les trois cycles de l'enseignement.

Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite à l'Ecole des jeunes aveugles (El-Achour) et dans une classe spéciale pour les élèves malentendants et handicapés moteurs au Lycée El-Idrissi (Sidi M'hamed), la ministre a fait état d'une «hausse significative» du nombre d'élèves aux besoins spécifiques concernés par les examens de fin d'année 2020-2021 par rapport à l'année scolaire 2019-2020 où 1.492 élèves aux besoins spécifiques ont passé ces examens.

Lors de sa visite, Mme Krikou a fait le point sur les préparatifs des examens officiels dans les trois cycles de l'enseignement pour cette catégorie et les dispositions prises pour assurer le strict respect du protocole sanitaire approuvé par les ministères de l'Education nationale et de la Solidarité nationale et le Conseil scientifique relevant du ministère de la Santé, pour préserver la santé des élèves.

Elle a, dans ce cadre, appelé à redoubler d'efforts pour aider et accompagner cette catégorie de la société, notamment les élèves concernés par les examens de fin d'année dans les trois cycles de l'enseignement», rappelant les résultats «positifs» enregistrés l'année dernière «avec 97% de réussite dans le primaire, 96% dans le moyen et 57% dans le secondaire».

La ministre s'est, en outre, félicitée de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relative à la création d'une école supérieure pour la formation d'enseignants en langue des signes, la qualifiant de «très importante» en ce qu'»elle dénote l'intérêt accordé par l'Etat aux personnes aux besoins spécifiques et répond à la demande des associations spécialisées et des parents d'élèves en faveur de la promotion de la langue des signes».

Pour sa part, la Représentante adjointe de l'UNICEF en Algérie, Souraya Hassan, a salué «les efforts constants de l'Algérie pour l'amélioration et la promotion de la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques, notamment les élèves, à travers la réunion des conditions sanitaires et pédagogiques nécessaire à leur réussite aux examens officiels».

L'Ecole des jeunes aveugles d'El-Achour compte 175 élèves, dont 115 dans le cycle primaire et 60 dans le cycle moyen. 21 d'entre eux passeront les examens de fin de cycle primaire et 11 l'examen du BEM. La classe spéciale du Lycée El-Idrissi compte, quant à elle, 15 élèves aux besoins spécifiques.

M. D.

MODALITÉS DE LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES

Attentes et interrogations des ressortissants algériens

Aussitôt annoncée, l'information sur l'ouverture partielle des frontières de l'Algérie a été largement partagée et commentée. La diaspora algérienne, qui a tout de suite exprimé son soulagement, s'interroge sur les modalités précises de cette réouverture, lesquelles n'ont pas encore été communiquées.



Suis-je concerné ? Puis-je acheter un billet d'avion tout simplement et remplir les conditions pour pouvoir rentrer en Algérie ? Dois-je réserver mon billet chez Air Algérie ou peu importe la compagnie ? Telles sont, entre autres, les questions que se posent les Algériens installés dans plusieurs pays du monde. Si certains se montrent prudents et attendent plus de détails sur la gestion de cette réouverture des frontières, qui devraient être communiqués ces jours-ci, d'autres s'organisent déjà pour pouvoir rentrer en Algérie.

«J'ai déposé mon congé qui m'a été accordé et j'ai réservé mon billet d'avion auprès d'une compagnie étrangère pour la mi-juin», a indiqué au Jeune Indépendant un ressortissant algérien établi en France qui n'a pas pu assister aux funérailles de son père, décédé l'été passé. «Mais je ne sais pas si cette compagnie va être autorisée à effectuer des vols vers l'Algérie où est-ce qu'il faudra exclusivement réserver auprès de la compagnie nationale ?», s'est-il interrogé. Concernant son choix pour cette compagnie, il a affirmé avoir voulu réserver chez Air Algérie mais l'agence était encore fermée au lendemain de l'annonce des autorités algériennes. D'autres, par contre, préfèrent patienter. «J'ai effectué une réservation mais je n'ai pas validé mon billet. Je crains que la compagnie pour laquelle j'ai opté ne soit pas autorisée à effectuer des vols vers l'Algérie», a confié au Jeune Indépendant une Algérienne qui n'arrive pas à démêler le vrai du faux quant au déroulement de cette reprise des vols, et ce en l'absence d'informations officielles. «Sur les réseaux sociaux, notamment sur des groupes créés depuis la fermeture des frontières et dédiés au partage d'avis et d'informations, on parle beaucoup sur ce sujet. Je suis vraiment dans le flou», a-t-elle révélé, préférant attendre les jours à venir pour être fixée. Elle n'a cependant pas caché son appréhension de voir à nouveau instaurer des autorisations d'entrée en Algérie. Un dossier qui a, rappelons-le, créé la polémique. D'autres interrogations sont également soulevées par les ressortissants algériens concernant les cinq vols prévus par jour, à partir du 1er juin, à destination et en provenance des trois villes : Alger, Constantine et Oran. Est-ce cinq vols pour toutes les destinations ou cinq pour chaque pays ? Les personnes vaccinées contre le coronavirus sont-elles concernées par le double dépistage ?

Du côté des compagnies de transports des voyageurs, on attend aussi les détails sur le déroulement de cette reprise. La direction de la communication de la compagnie a tenu à démentir, hier, le programme des vols qui circule sur les réseaux sociaux, le qualifiant de Fake news, dégageant sa responsabilité dans cette diffusion. Les détails sur l'entrée via les frontières terrestres et maritimes ne sont pas encore connus. La seule chose qui est certaine, c'est l'accompagnement de cette reprise de la circulation des personnes par des conditions sanitaires très strictes, comme énoncées par le comité scientifique, dans le but de lutter contre la propagation du coronavirus mais surtout les nouveaux variants.

Lilia Aït Akli

DÉNONÇANT LA CHUTE DU POUVOIR D'ACHAT

Le FNTE exige un salaire minimum de 75 000 DA

LA FÉDÉRATION nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE) dénonce la forte dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs du secteur et réclame un salaire minimum de 75 000 DA pour l'ensemble des enseignants.

La crise économique et financière que connaît le pays a affecté bon nombre de citoyens qui font déjà face à la détérioration du pouvoir d'achat. La pandémie de la Covid-19 a davantage compliqué les choses. Une situation qui, d'ailleurs, a poussé beaucoup de travailleurs dans divers secteurs, notamment celui de l'éducation, à opter pour des mouvements de grève et des rassemblements un peu partout à travers le territoire national, et ce afin de réclamer, entre autres, une hausse salariale. Le secrétaire général du FNTE, Ferhat Chabekh, qui s'exprimait en marge de la réunion tenue le 16 mai par le ministre de l'Education nationale, a insisté sur l'urgence d'une revalorisation salariale en Algérie. Il a exigé un salaire minimum de 75 000 DA.

«Avec la forte augmentation des prix de certains produits alimentaires, il n'est plus possible pour un enseignant de joindre les deux bouts. Les syndicats ont donc émis une proposition commune au ministre de l'Education», a indiqué M. Chabekh dans une déclaration à la presse. Le syndicaliste a qualifié les salaires perçus par les enseignants de «très défectueux». «A vrai dire, nous avons expliqué à M. Ouadjaout qu'il n'est plus concevable que les enseignants touchent quelque 32 000 DA. Leur rémunération doit être élevée à 75 000 DA», a-t-il expliqué. Pour rappel, la question de la baisse du pouvoir d'achat et de la revalorisation du salaire minimum des enseignants a été soulevée par toutes les formations syndicales du secteur. Ces dernières se mobilisent actuellement pour faire entendre leur voix et réitérer leurs revendications socioprofessionnelles, dont la hausse du salaire minimum des enseignants.

Cette situation interpelle au plus haut point les autorités du pays, qui sont pleinement conscients de l'ampleur et de la complexité des problèmes auxquels sont confrontés cette catégorie de travailleurs. En effet, le gouvernement avait promis d'élaborer une stratégie d'ensemble, mais cela n'a su convaincre les protestataires qui ont décidé de ne pas faire marche arrière jusqu'à ce qu'ils obtiennent gain de cause. Pour sa part, Mohamed Ouadjaout, en tant que premier responsable du secteur, ne semble pas prêt à baisser les bras et continue à inviter les partenaires sociaux pour des réunions bilatérales en vue de débattre les revendications soulevées par les travailleurs du secteur et trouver des solutions.

Lynda Louifi

HAUT CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le MAK et Rachad classés organisations terroristes

C'est une décision capitale que vient de prendre le Haut Conseil de Sécurité (HSC), qui s'est réuni, hier mardi en session ordinaire, sous la présidence du Chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune.



Passant en revue les dispositions liées à la réouverture des frontières aériennes et maritimes (les voies terrestres resteront fermées jusqu'à nouvel ordre) et les conditions de leur mise en œuvre, notamment dans le volet de la sécurité sanitaire, le HCS a eu surtout à adopter une résolution capitale, traduite par la classification du Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie (MAK) et le Mouvement islamiste Rachad comme «organisations terroristes».

La décision était prévisible selon certains observateurs de la scène politique nationale, après les récents événements qu'a connu le pays. Le Haut Conseil de Sécurité «s'est également penché sur les actes hostiles et subversifs commis par les mouvements dits (Rachad) et (MAK) pour déstabiliser le pays et attenter à sa sécurité, et décidé, dans ce cadre, de les classer sur la liste des organisations terroristes et de les traiter comme telles», selon le communiqué diffusé par la Présidence de la République.

Il faut noter que récemment, la présidence de la république avait dénoncé ces deux mouvements, l'un séparatiste et l'autre fondamentaliste, les accusant d'être derrière certains troubles qui ont eu lieu à travers le pays.

Les actes subversifs ont surtout touché les manifestations de vendredi, notamment dans les slogans nouveaux qui ont fait leur apparition, ainsi que dans certaines actions, comme les grèves, débrayages, les rassemblements et autres sit-in.

Il faut souligner que des responsables de Rachad sont poursuivis par la justice algérienne, après leurs condamnations pour de nombreux faits subversifs et atteinte à l'unité nationale.

Ces responsables, dont le principal animateur, vivent notamment en Angleterre ou en Suisse.

A noter que dans la matinée d'aujourd'hui, le Chef du MAK en exil, Ferhat Mehenni, a été placé en garde à vue à Paris. Cependant, cette garde à vue n'a aucun lien avec la décision du Haut Conseil de Sécurité, ni avec la récente convention judiciaire sur l'extradition signée entre le gouvernement algérien et son homologue français.

Le Haut Conseil de Sécurité a aussi abordé «les derniers préparatifs des élections législatives du 12 juin 2021». Le Président Tebboune «s'est dit satisfait des efforts consentis par les institutions de l'Etat pour assurer le déroulement du rendez-vous électoral dans de bonnes conditions», a conclu le communiqué.

Mohamed Kouini

POURSUIVI POUR BLANCHIMENT D'ARGENT EN BANDE ORGANISÉE

Ferhat Mehenni placé en garde à vue par la justice française

FERHAT MEHENNI, leader du mouvement pour séparatiste le MAK (Mouvement de l'autodétermination de la Kabylie) considéré par les autorités algériennes comme organisation terroriste vient d'être placé en garde à vue, ce mardi 18 mai, au commissariat du 17e arrondissement de Paris, a annoncé Aksel Bellabbaci, un cadre dirigeant du mouvement, en exil en France.

Selon des sources médiatiques en France, l'ancien chanteur du groupe Imazighen Imoula et ancien cadre du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a été placé en garde-à-vue pour blanchiment d'argent en bande organisée avec 9 autres mis en cause. Il s'agit d'un trafic lié aux tickets de course hippiques PMU.

La brigade de recherches et d'investigations financières française (BRIF) est chargée de l'enquête pour escroquerie en bande organisée contre 10 personnes dont Ferhat Mehenni.

Aksel Bellabbaci a fait savoir qu'un appel à été lancé aux militants du MAK pour un rassemblement devant le Tribunal de Porte de Clichy (36 rue du Bastion, 75017 Paris), ce mardi à 14h00 pour apporter leur soutien au leader séparatiste. Le ministère de la Défense avait annoncé le 25 avril dernier que le mouvement autonomiste de la Kabyle aurait projeté des attentats terroristes en Algérie notamment contre le hirak avec des appuis externes dans l'espoir de susciter une intervention étrangère dans les affaires algériennes.

«Dans la poursuite des investigations sécuritaires relatives à l'opération menée, la fin du mois de mars 2021, par les services de sécurité relevant du Ministère de la Défense Nationale, ayant permis le démantèlement d'une cellule criminelle composée de partisans du mouvement séparatiste «MAK», impliqués dans la planification d'attentats et d'actes criminels lors des marches et des rassemblements populaires dans plusieurs régions du pays», a indiqué le communique du MDN qui ajoute que lors de l'enquête il a été découvert un arsenal de guerre dont des explosifs «destinés à l'exécution de ses plans criminels, une dangereuse conspiration ciblant le pays, fomentée par ledit mouvement». Le texte souligne que «les graves aveux fournis par l'ex-membre du mouvement subversif «MAK» le dénommé H. Nouredine, aux services de sécurité, ont révélé l'existence d'un plan criminel perfide visant à perpétrer ces attentats pour exploiter, ensuite, les images dans leurs campagnes subversives et implorer l'intervention étrangère dans les affaires internes du pays».

Le MDN précise que plusieurs membres du mouvement séparatiste dirigé par Ferhat Mehenni réfugié en France «ont bénéficié d'entrainements au combat à l'étranger avec le financement et le soutien de pays étrangers». Le texte qui ne cite pas les pays en question, souligne encore «que cette opération qui dénote du degré de vigilance des services de sécurité relevant du Ministère de la Défense Nationale et de leur capacité à mettre en échec tous les plans criminels, est toujours en cours afin d'arrêter tous les membres impliqués dans cette bande de criminels qui visent à porter atteinte à la sécurité, la stabilité et l'unité du pays.»

S. O. Brahim

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Makri présente le programme de son parti

ABDERRAZAK Makri, président du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a dévoilé hier Alger le programme électoral de son parti pour les législatives du 12 juin, qui repose sur «une vision politique consensuelle ouvrant la voie à la participation de tous». Le principal parti islamiste en Algérie accorde, selon son président une grande importance au prochain scrutin, car il représente «une grande opportunité pour le pays si ce n'est la dernière» compte tenu de la situation critique que traverse l'Algérie.

Baptisé «Le rêve algérien», le programme électoral du MSP prévoit «des alternatives à même de réaliser la bonne gouvernance, selon les normes internationales en la matière», qui reposent sur cinq grands axes intitulés comme suit, «vision politique globale», «vision économique», «grandes réformes», «mesures sectoriels» et «promesses et engagements».

Pour M. Makri, l'objectif des prochaines élections est de rebâtir des «institutions légitimes et crédibles» pour faire face aux défis et différentes crises. Il a, dans ce contexte, jugé que les institutions actuelles n'ont pas pu faire face aux problèmes et aux crises que traverse l'Algérie car elles sont «faibles et n'ont ni légitimité ni crédibilité».

Le MSP procédera, en cas de victoire, à l'établissement de mesures d'apaisement, dont la libération de tous les détenus politiques, pour préparer le terrain à un dialogue national réunissant tous les partis politiques sous l'égide de la présidence de la République.

«Le dialogue national permettra de mettre en place un contrat social consensuel qui préservera les droits de tous les citoyens et garantira également une réelle transition démocratique», a expliqué M. Makri, signalant l'obligation d'informer les Algériens sur la réalité économique, sociale et politique du pays.

Et d'ajouter : «La concrétisation du consensus national se fera à travers un gouvernement d'union nationale et un vrai programme économique qui permettra au pays de sortir de la crise et d'améliorer le niveau de vie des citoyens».

Il a rappelé que «le rêve algérien» s'intéresse à différents secteurs sensibles enregistrant une grande détérioration à l'instar de la santé, l'enseignement, la justice et l'industrie.

L'adhésion du citoyen est la seule voie pour le renforcement du processus démocratique, a souligné le leader du MSP, ajoutant que son parti travaillera en collaboration avec les autres formations politiques, afin de relever le défi de l'édification d'un Etat fort.

Il a évoqué également la crise que connaît actuellement le pays notamment avec la chute des prix du pétrole, due selon lui, à une mauvaise gestion. «Il ne suffit pas d'arriver au pouvoir, mais il faut instaurer une bonne gouvernance», a-t-il insisté.

M. Makri a fait savoir que ce programme inclut des réformes profondes touchant à tous les secteurs économiques, tout en fixant les délais de réalisation des objectifs contenus dans le document, tels que la réalisation d'un taux de croissance du PIB et la mise en place d'un plan d'action pour chaque secteur «qui lui permette de réaliser une progression rapide».

Mohamed Mecelti



CLÔTURE DU MOIS DU PATRIMOINE À MÉDÉA

Journée ouverte sur Haouch El Bey

LA DIRECTION de la culture et des arts de Médéa a organisé, hier, une journée ouverte sur le monument Haouch El Bey, à l'occasion de la célébration du mois du patrimoine et de la journée internationale des musées, avec la participation de l'annexe de l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGEBC), de la direction du tourisme, de la direction de l'environnement et de l'artisanat et du musée public national des arts et traditions populaires de Médéa.
L'événement a abrité une exposition de monuments et de stèles relevant des différentes époques historiques et des actions de réhabilitations de la vieille ville de Médéa en cours de réalisation, et des sites naturels et touristiques que recèle la wilaya.
Mettant à profit la présence de visiteurs et de citoyens s'intéressant à la chose culturelle, les organisateurs ont concentré leurs efforts sur la présentation de l'important projet relatif au programme de sauvegarde de la vieille ville de Médéa dont l'enceinte comprend la ville turque, la ville coloniale, la caserne, la citadelle et les 5 portes, selon M. Ahmed Merbouche, chef de service du patrimoine à la direction de la culture et des arts, qui a expliqué que Haouch El Bey revêt un rôle historique.
L'idée est d'attirer l'attention sur la préservation et la valorisation de l'endroit afi aussi d'aider à sa restauration en vue de sa transformation en musée, dira le même responsable, dans une perspective de conserver et de constituer des collections de pièces archéologiques qui sont aujourd'hui dispersées à travers le territoire de la wilaya.
M. Ismail Allal, responsable des sites archéologique à la circonscription archéologique de l'OGEBC de Médéa, a exprimé le souhait que le site Haouch El Bey soit restauré pour être transformé en musée, eu égard à son intérêt historique et patrimonial pour la région, ayant été une résidence d'été du dernier bey du Titteri, Mustapha Boumezrag.
Le site est considéré comme un centre de souveraineté par excellence, ayant été utilisé par l'occupant français pour marquer la fin de l'Histoire de la présence ottomane en Algérie, sachant que la présence ottomane a commencé en 1516 et s'est étalée sur une période ayant dépassé 3 siècles, selon le même intervenant.
L'on rappellera que l'occasion de la clôture du mois du patrimoine et de la célébration de la journée internationale des musées est une opportunité pour mettre en relief les différentes phases historiques que la région de Médéa a connues, dont la médina recèle des stratifications allant de l'époque romaine, la présence ottomane, à la colonisation française.

Nabil Bey

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

Les instructions de Hamdani

Des recommandations ont été données hier aux directeurs et cadres du secteur de l'agriculture pour la réussite de la campagne moisson-battage prévue durant le mois de juin. Des instructions données par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani, lors d'une réunion tenue au siège de la cité administrative Daksi-Abdeslem de Constantine, où il était en visite de travail.



La rencontre régionale tenue en présence des directeurs de l'agriculture de la région Est vise, selon le chef du département, à éclaircir la feuille de route de la tutelle, notamment en ce qui concerne les facilitations et la mise à la disposition des professionnels du secteur de moyens à même de leur permettre de mener, dans les meilleures conditions, les opérations moisson-battage de la saison 2020-2021. Ce qui, de facto, aura des répercussions sur la facture d'importation, notamment celle des céréales.
«L'équation, aujourd'hui, est simple : augmenter le rendement, produire, collecter pour diminuer l'importation», a-t-il dit. Les indicateurs mondiaux cette année en ce qui concerne les produits céréaliers sont peu rassurants et imposent la prudence, a estimé le ministre qui a rappelé que la situation de l'année agricole 2020 a été marquée, à l'instar d'autres secteurs économiques, par le ralentissement des activités en raison de la pandémie de la Covid-19.
Le même constat a été fait par le ministre concernant la situation des autres filières agricoles. Aussi, il a exhorté les cadres à faire de leur mieux pour réussir la saison. «Il suffit seulement, a-t-il souligné, de sortir des bureaux, car la campagne se fait sur le terrain, et de relever le défi dans le très complexe contexte économique mondial actuel».
Il a poursuivi : «Il faut nous rencontrer, nous écouter et nous mettre d'accord. Nous avons encore le temps jusqu'au début du mois de juin pour nous mobiliser, nous organiser afin de relever le défi». Il a enfin conclu par un avertissement clair : «Il y aura un seul critère d'évaluation du travail. Ce sera sur la base de la réussite de la sensibilisation et, surtout, sur la base de la collecte agricole.»
Rappelons que la saison moisson-battage a d'ores et déjà été entamée dans les wilayas du Sud, où le thermomètre a affiché ces derniers jours des températures au-delà des moyennes saisonnières.
L'opération de récolte devra suivre dans les wilayas du Nord, au plus tard la deuxième semaine du mois de juin.
M. Hamdani a, lors de sa visite dans la capitale de l'Est, effectué des virées au niveau de certaines concentrations agricoles sur les territoires des communes d'El-Khroub et d'Ouled Rahmoune.
A El-Khroub, il s'est entretenu dans la localité de Guettar El-Aich avec le propriétaire d'une ferme spécialisée dans les céréales, les arbres fruitiers et le colza, dont c'est la première expérience, ainsi que dans l'élevage de bétails. A El-Baaraouia, relevant de la commune d'El-Khroub, l'hôte de la ville des Ponts a eu droit à un état descriptif des réseaux d'électricité agricole dans la wilaya de Constantine. Il s'est ensuite arrêté au niveau d'une ferme-pilote à Bounouara, dans la commune de Ouled Rahmoune, où il s'est enquis des résultats enregistrés au niveau de la structure agricole.

Amine B.

GHARDAIA DISRUPT

Jeunes inventeurs cherchent assistance

LE MINISTRE délégué chargé de l'économie de la connaissance et des Startups, M. Yacine Walid, a exhorté ce lundi à Ghardaïa les jeunes inventeurs et porteurs de projets à fédérer et créer une communauté forte et engagée, regroupant tous les jeunes inventeurs et nouveaux investisseurs dans le domaine de la nouvelle technologie dans la perspective d'une relance économique.
Dans son allocution d'ouverture d'une conférence régionale «Ghardaïa Disrupt» organisée par l'Université de Ghardaïa a précisé que «la stratégie de l'heure est de créer de nombreuses micro-entreprises à l'horizon futur, ce qui représentera un grand défi pour nous tous et cet objectif ne peut être atteint qu'en mobilisant l'ensemble des départements ministériels concernés et les jeunes inventeurs».
Précisant la nécessité d'encourager l'innovation en accompagnant les porteurs de projets à travers leur accompagnement et leur soutien logistique.
Avant d'entamer une série de conférences exprimées par la commission Start-up présidée par M. Yacine Walid et à laquelle ont pris part le Ministre de l'énergie et des mines Mohamed Argab,
Le wali de Ghardaïa, M. Boualem Amrani, le P/APW, M. Brahim Boughali et de très nombreux invités,
La délégation ministérielle a commencé sa visite à Ghardaïa par la visite d'un salon organisé par une douzaine de jeunes inventeurs de la wilaya de Ghardaïa.
Il s'agit en fait d'une jeune structure qui permettra aux start-ups, en voie de création, de faire leurs premiers pas et en, les, accompagnant d'un soutien logistique ainsi que de conseils. Tout en encourageant l'innovation, le gouvernement à travers son premier ministère s'engage a mettre à la disposition de ces jeunes talents, de quoi être à l'écoute des préoccupations des futurs créateurs de projets dans les différents secteurs d'activité.
Le Ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Argab, quant à lui, a en outre ajouté que plusieurs défis doivent être relevés aujourd'hui, parmi eux, le déclin de la confiance dans l'Etat parmi les jeunes.
«Il faut établir des passerelles efficaces et les liens de confiance entre les jeunes porteurs de projets et l'Etat, car beaucoup de déclarations suscitées par nos jeunes ne reflètent pas la réalité. Même nous en tant que ministres nous rencontrons ce genre de difficultés, mais nous rassurons tous ces jeunes entrepreneurs en leur disant que beaucoup d'efforts ont été accomplis pour la modernisation des services et des plateformes numériques. Et dans beaucoup de cas, les pouvoirs publics agissent désormais dans le meilleur intérêt des jeunes porteurs de projets et des petites et moyennes entreprises.»
Tous les intervenants ont axé, dans leurs interventions, l'importance de faciliter le rapprochement entre l'Université et les jeunes inventeurs de projets. Il est question de contribuer efficacement au développement économique par la Recherche et l'Innovation. Toujours dans le cadre de leurs activités et afin de consolider les liens entre l'Université et ces jeunes innovants, les professionnels et les experts sont appelés d'accompagner ces derniers dans la concrétisation de leurs projets.
Notons que de nombreux opérateurs économiques et des cadres de la Chambre de commerce de Ghardaïa ont pris part à cette rencontre ayant eu pour thèmes : Agritech / Aquatech / Foodtech / Greentech et économie circulaire et Énergie renouvelable.

De Ghardaïa,
Aissa Hadj Daoud

RUSH DE MIGRANTS ALGÉRIENS SUR L'EUROPE

180 harraga algériens sont arrivés à Almeria en 48 heures

Le phénomène de la harga est de retour. 180 harraga algériens sont arrivés à Almeria (Espagne) durant les dernières 48 heures. A Annaba, durant la nuit de lundi à mardi, 28 harraga ont été interceptés par les gardes-côtes de la façade est maritime. Ainsi, comme attendu vu la crise économique qui secoue le pays, le phénomène de l'émigration clandestine est en train de connaître des pics inattendus et cela va probablement prendre encore plus d'ampleur au cours des prochains jours.



La ville des Jujubes s'est réveillée, tôt hier matin, avec l'annonce de l'arrestation, à 3 miles des côtes de Ras El-Hamra, de 22 candidats à l'émigration clandestine alors qu'ils tentaient de gagner les côtes italiennes à bord de deux embarcations artisanales, a appris le Jeune Indépendant de sources sécuritaires. Agés entre 19 et 60 ans, on compte des universitaires fraîchement diplômés dont trois femmes.

Selon des sources sécuritaires, certains d'entre eux auraient confié aux services de sécurité que quatre autres embarcations artisanales avaient déjà quitté les eaux territoriales algériennes durant les dernières 48 heures, à destination des côtes italiennes, Lampedusa et la Sardaigne. Pour rappel, dimanche et lundi dernier, 180 harraga algériens sont arrivés à Almeria, ville côtière de l'Espagne. Selon Francisco Jose Martin, membre d'une ONG espagnole en charge d'accueillir les migrants clandestins, treize embarcations artisanales ont été interceptées par la garde civile, à bord desquelles se trouvaient en majorité des Algériens (142), dont 8 sont des Marocains et des Subsahariens.

Il convient de signaler qu'à bord de ces embarcations qui tentaient de rejoindre les côtes espagnoles se trouvaient des femmes, des bébés et des enfants. Tous ces passagers clandestins, dont certains ont été secourus, sont actuellement entre les mains des services de police frontalière. Ils sont en garde à vue et seront libérés, au plus tard, dans les 78 heures qui viennent. Mais que se passe-t-il ? Selon des sources provenant de personnalités universitaires, la situation de l'émigration clandestine s'est aggravée devant le chaos économique sans précédent observé dans le pays et en particulier devant «l'échec» du Hirak, en proie à des difficultés pour continuer ses revendications.

Pendant la première période du Hirak, déclenchée le 22 février 2019, aucune tentative de harga n'a été signalée plusieurs mois durant, ce qui démontre l'attente de la population quant aux changements à venir. Mais le changement n'a pas eu lieu, selon plusieurs constatations de jeunes de moins de 30 ans. Dans une déclaration à la presse, le professeur de sociologie Rabah Sebaa est sidéré par le phénomène de l'émigration clandestine. «Ces jeunes-là, pourquoi partent-ils ? C'est une question qu'il faut se poser et se reposer encore et encore. Il y a certes l'aspect matériel mais ce n'est pas que cela, car ces jeunes ne travaillent pas et n'ont pas, entre autres, de loisirs, certes, mais en tant qu'enseignant universitaire, j'ai formé des doctorants et des diplômés en magistère qu'on compte aujourd'hui parmi ces harraga ! J'ai été sidéré d'apprendre qu'il y avait eu une fille parmi eux», a-t-il déclaré.

11 200 HARRAGA ALGÉRIENS DÉBARQUÉS EN ESPAGNE EN 2020

Au début du mois de mai, 30 embarcations d'immigrants clandestins algériens sont arrivés sur les côtes d'Almeria (Espagne). Selon le spécialiste en politique migratoire, Ruben Pulido, citant des sources algériennes, des passeurs tunisiens seraient impliqués dans l'organisation de ces traversées à partir du territoire algérien. Une première en Algérie. En 2020, sur les 41 000 harraga débarqués en Espagne, 11 200 étaient de nationalité algérienne, selon un décompte de la police espagnole. Toujours au cours de cette même année, l'Italie a été la seconde destination des harraga avec 1 458 Algériens arrivés sur les côtes italiennes, selon des chiffres du ministère italien de l'Intérieur. Selon un rapport de l'ONG Caminando Fronteras, 2 170 migrants sont morts en tentant de rejoindre les côtes espagnoles, dont 231 migrants algériens, soit une augmentation de 143% par rapport à l'année 2019.

Et pourtant, selon plusieurs harraga expulsés, la vie sociale en Italie, comme à travers les pays de l'Union européenne, n'est pas reluisante tant par la pandémie de coronavirus que par la crise économique mondiale. Mais ces harraga préfèrent tenter l'aventure dans d'autres territoires que de rester «coincés» en Algérie, sans travail, sans espoir et sans illusions. Un ancien harrag, sexagénaire, a expliqué au Jeune Indépendant que les conditions de vie actuelle en Italie, et même en Europe, n'étaient plus les mêmes, comparativement aux années précédentes.

Il a ajouté que son frère aîné, qui avait dernièrement pris le large vers la rive nord de l'Italie, lui avait écrit : «Si ça continue comme ça, je préfère retourner au pays et vivre au sein de ma famille.» Côté gardes-côtes, des efforts inlassables ont été déployés pour endiguer ce phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur jour après jour.

Les officiers donnent même des leçons de morale aux harraga interceptés, en vain. Plusieurs lieux isolés à Sidi Salem, fief des harraga, ont été transformés en véritable chantier naval. Des embarcations artisanales y ont d'ailleurs été détruites par les forces combinées, Sûreté et Gendarmerie nationales. Au cours d'une enquête menée par le Jeune Indépendant, le chômage semble être la première cause de la harga pour les jeunes de moins de 30 ans.

Hamza C. a expliqué : «J'ai un magistère en informatique et cela fait plus de 4 ans que je suis au chômage. Je suis enfant unique et j'ai failli laisser ma peau en pleine mer, si ce n'était l'intervention, in extremis, de la marine marchande. mais si ça continue comme ça, je reprendrai la mer.» Hocine B., enseignant dans une école primaire, a confié au *Jeune Indépendant* : «J'ai un doctorat en philosophie et j'enseigne depuis plusieurs années dans une école primaire avec un salaire de moins de 32 000 DA. Je n'arrive pas à m'en sortir. Je rêve de partir en Europe mais je n'ai même pas les moyens de me payer la harga !» Samir G., éleveur de volailles, a révélé pour sa part : «J'ai 32 ans et je ne suis pas encore marié. Je suis mon propre patron mais je n'ai pas réussi à économiser un peu d'argent. La volaille c'est mon secteur mais tout ce qui va en parallèle, comme l'aliment de bétail et autres ingrédients, c'est instable en Algérie. J'ai voulu changer de métier mais je sais que ça ne changera rien. Tous les métiers ici sont pareils.»

Pour rappel, depuis 2015, 1 038 408 migrants de toutes les nationalités sont arrivés clandestinement sur l'ensemble de la Méditerrané, quelle que soit la route. En 2020, on a enregistré 95 031 personnes. En 2021, malgré la pandémie du coronavirus, 24 950 clandestins ont rejoint les côtes espagnoles ou italiennes. L'Union européenne craint un véritable envahissement de ses territoires au cours de cette année.

Nabil Chaoui

START-UPS À GHARDAÏA

L'innovation, un moyen pour relever le défi du développement durable

Les participants à une conférence régionale sur les startups ont plaidé avant-hier, à Ghardaïa pour l'exploitation de la technologie et de l'innovation comme moyen pour relever le défi du développement durable dans le pays notamment dans les régions du Sud.

Intervenant à l'ouverture de cette conférence régionale des Start-ups dédiée aux wilayas du Sud du pays, dénommée « Ghardaïa Disrupt », des membres du Gouvernement ont mis en exergue l'importance de l'implication de l'ensemble des acteurs et partenaires du développement pour la démocratisation de l'utilisation de la technologie digitale et de l'innovation dans la création de la richesse et la réduction de la dépendance de l'étranger en matière de maintenance, de pièces de rechange et autres outils.

« L'objectif étant, à travers l'encouragement à l'utilisation de la technologie digitale et l'innovation, d'enrichir les services à forte valeur ajoutée pour les startups et de susciter un impact positif pour relever le défi du développement durable, avec la participation de tout le monde, chacun dans son secteur », a indiqué le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la Connaissance et des Startups, Yacine El-Mahdi Oualid.

Le ministre a exhorté les participants à cette rencontre, particulièrement les jeunes, à avoir confiance en leurs compétences et en leur potentiel mais aussi à veiller à s'inscrire dans tous les efforts de développement menés à l'échelle nationale. Il a rappelé, à ce titre, que « l'accompagnement des projets innovants des jeunes figures parmi les priorités du programme d'action du Gouvernement pour la création de richesse et d'emplois », ajoutant que « l'appui des



Startups constitue l'un des supports pour la relance d'un nouveau modèle économique durable reposant sur la nouvelle technologie et l'économie du savoir ».

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, de son côté, que l'organisation de ces conférences régionales des startups montre « l'attention accordée par l'Etat aux entreprises émergentes et innovantes », estimant que « l'innovation est la seule issue pour bâtir une économie moderne basée sur les capacités scientifiques et les compétences des jeunes ». « Le secteur de l'Energie accompagne les startups et les entreprises émergentes pour la création d'emplois et la réduction de la dépendance des recettes des hydrocarbures », a-t-il ajouté, avant de souligner que « les richesses de l'Algérie ne sont plus souterraines, mais sur la terre de notre pays, à travers un potentiel humain compétent et compétitif ».

Pour sa part, le secrétaire général du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Mohamed Bengrina a relevé que « le pays a besoin des compétences et de l'innovation, seuls moteurs pour le développement économique dans toutes les régions du monde ».

Les représentants du Gouvernement ont été unanimes à souligner que le passage rapide vers l'économie basée sur la connaissance, nécessitait la fédération et l'intensification des efforts de tous les acteurs algériens, basés en Algérie ou à l'étranger, pour atteindre cet objectif.

Le wali de Ghardaïa a souligné, l'objectif de l'organisation de cette rencontre, en présence d'un panel de cadres, de compétences universitaires et de représentants d'entreprises et de banques, qui vise à accompagner les startups, celles ayant de grandes ambitions, notamment dans la région de Ghardaïa.

Auparavant, les ministres ont visité une exposition de travaux de startups de wilayas du Sud, tout en engageant avec les exposants des échanges sur les difficultés rencontrées.

Pour de nombreux promoteurs de startups approchés par la presse, cette conférence a permis d'échanger les expériences, et d'examiner les différents problèmes rencontrés par les startups, notamment l'approvisionnement en matière première ainsi que le financement des projets, en plus de susciter une réflexion sur les solutions à adopter.

Les participants ont, dans ce sens, estimé que le diagnostic de ces contraintes constitue une étape importante dans le processus de renforcement de leurs capacités de croissance. Les travaux de cette rencontre régionale se poursuivent sous forme de rencontres-débats sur la thématique de l'entrepreneuriat, les startups et l'innovation dans les domaines des techniques agricoles et hydrauliques, de l'économie circulaire et de l'environnement ainsi que les énergies renouvelables, en présence d'experts algériens et étrangers qui présenteront des exposés ainsi que des universitaires. Une cérémonie de remise de prix aux meilleures startups du Sud est prévue à la fin de la rencontre.

EL TARF

Plus de 500 millions de dinars pour des projets d'AEP au profit des zones d'ombre

PLUS DE 525 MILLIONS de DA ont été dégagés pour le financement de projets d'alimentation en eau potable (AEP) au profit de plus de 60 zones d'ombre relevant de la wilaya frontalière d'El Tarf, a-t-on appris avant-hier, auprès de la direction des ressources en eau.

Cette dotation financière est destinée à la concrétisation de 72 projets d'AEP à travers divers localités et hameaux déshérités dépendant des communes de Boutheldja, Cheffia, Zitouna, Bougous, Tarf, Bouhadjar, Ain El Assel, Ain Kerma, Hammam Beni Salah, Oued Zitoune, Ben M'Hidi, El Chatt, Dréan, Chihani, Besbes, Zerizer et El Kala, a indiqué le directeur des ressources en eau Nacer Mokhnache. Ces projets permettront l'alimentation en eau potable de quelque 48.604 âmes, résidant à travers les zones d'ombre de Lbrakna, Fedaoui Moussa, Mekkassa, Nedjoua Bekhouche, Tefaha, Meradia, Khemssa, Statir, Boumia, Bourdime, Saad, El Hammam, Ouled Rhim et Hammam Sidi Trad, El Annab et Djantoura entre autres, a-t-il également fait savoir.

Plus d'une cinquantaine de projets, portant notamment sur la rénovation et l'extension du réseau d'AEP, de raccordement de station de pompage aux réservoirs d'eau et d'assainissement de réseaux, sont en cours ou en voie de lancement, a déclaré le même responsable.

Tout en signalant l'achèvement des travaux ayant trait à l'alimentation en eau potable d'un groupe de logements implantés dans la Mechta Oum Laagrareb et d'autres relatifs à la rénovation et l'extension du réseau d'AEP dans la Mechta Ouled Boubaker (commune de Boutheldja) ainsi que le captage d'eau à Boumia (Hamma Beni Salah), la même source a précisé que les travaux de réalisation d'un forage à Mechta N'Chima (Ben M'Hidi) ont été achevés en attendant l'acheminement de l'énergie électrique par l'APC concernée. Différents chantiers en cours, à travers différentes zones d'ombre, font l'objet d'une inspection régulière du chef de l'exécutif local qui, à chaque fois, réitère l'importance de l'impact de ces projets sur l'amélioration des conditions de vie des habitants en zones d'ombre notamment, a ajouté le DRE.

Selon M. Mokhnache, le wali Harfouche Benarar a mis l'accent, lors de ses sorties d'inspection, sur l'impact de ces projets de développement, particulièrement ceux liés à l'adduction de l'eau potable qui ont pour but de garantir la disponibilité de ce produit vital et favoriser la fixation des populations concernées sur leur lieu de résidence.

SAIDA

Activités informatives au profit de 120 détenus pour leur insertion dans le monde du travail

PLUS DE 120 DÉTENUS des établissements pénitentiaires et de rééducation de Saida ont bénéficié durant le premier trimestre de l'année en cours de rencontres d'information et de sensibilisation sur le dispositif de soutien et de développement de l'entreprenariat dans le cadre des activités d'insertion, a-t-on appris avant-hier, auprès de l'antenne locale de l'Agence d'appui et de développement de l'entreprenariat (ANADE).

Le chargé d'information auprès de l'ANADE, Korchi Mohamed, a indiqué que les 120 détenus ont bénéficié de journées de sensibilisation et d'information à travers les établissements de rééducation à Saida et Ain Lahdjar, soulignant qu'ils ont été informés sur le montage financier d'un investissement et les avantages fiscaux dont bénéficie le porteur de projet auprès de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entreprenariat.

L'ANADE facilite aux porteurs de projets d'investissement, notamment les détenus des établissements pénitentiaires et de rééducation ayant purgé leurs peines, les procédures d'accès à des crédits sans intérêts pour la location de locaux et l'achat de véhicules dotés d'équipements pour la plomberie, l'électricité du bâtiment, le chauffage, le froid, l'installation de fenêtres, peinture de bâtiment et mécanique automobile.

Les rencontres d'information, organisées par l'antenne de wilaya de l'ANADE, ont ciblé en périodes étalées durant le premier trimestre de l'année en cours les détenus des établissements pénitentiaires et de rééducation dont la peine est inférieure à six mois, a-t-on fait savoir.

Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la convention conclue entre l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat et le ministère de la Justice, vise à accompagner les détenus des établissements pénitentiaires, notamment les titulaires de diplômes de formation dans les domaines précités, dans le but de les insérer dans le monde du travail.

RENCONTRE AUTOUR DE SON RÔLE DANS LE DÉVELOPPEMENT ET LA CONSÉCRATION DES VALEURS CITOYENNES

Nécessité de rassembler le patrimoine culturel algérien

Dans le sillage des réformes engagées par le ministère de la Culture et des Arts visant à revaloriser le patrimoine culturel algérien, des chercheurs et des académiciens ont mis l'accent, lundi à Alger, sur la nécessité de l'étudier scientifiquement, de le rassembler et de le faire connaître avant de l'exploiter dans la consécration des valeurs citoyennes.

L'étude scientifique permettra de rassembler et la conservation de ce patrimoine avant de passer à son exploitation en tant que richesse économique ainsi que dans la consécration de l'identité nationale, ont estimé des spécialistes dans le patrimoine et des anthropologues, à l'ouverture de deux journées d'étude sur «le patrimoine immatériel et son rôle dans le développement et la consécration des valeurs citoyennes».

Intervenant à cette occasion, l'académicien de l'Université d'Alger, Abdelhamid Bourayou a appelé à «rassembler ce patrimoine dont une grande partie a disparu» en vue de «le transmettre aux générations montantes». Il a appelé également à inclure «le patrimoine dans la culture contemporaine» afin de constituer «une culture nationale avec un cachet spécifique», soulignant «le rôle de l'Etat» dans la préservation du patrimoine.

Pour sa part, Mebarka Belahcen de l'Université d'Oran a estimé que «le patrimoine culturel algérien est abandonné scientifiquement et politiquement», citant l'exemple de la société Hassanie au Sud-Ouest du pays méconnue par les établissements universitaires algériens».De son côté, Laid Bouda de l'Université d'Ilizi a indiqué dans son intervention sur la langue Targuie comme composante d'un patrimoine oral séculaire, que «la plupart des chercheurs qui ont abordé le patrimoine targuie étaient des occidentaux», appelant, dans ce cadre, les chercheurs algériens à «accorder davantage d'intérêt à ce patrimoine et le faire connaître dans ses dimensions algériennes loin des visions occidentales sur l'histoire de la région». Organisés par le ministère de la Culture et des Arts sous le slogan «le patrimoine populaire comme richesse culturelle», les travaux des deux journées d'étude prendront fin ce mardi.



UN IMPORTANT PATRIMOINE PRÉHISTORIQUE À PROTÉGER

Et au cours d'une journée de vulgarisation sur le patrimoine préhistorique, organisée par la direction de la culture de Bouira, M. Slimène Hachi, président du Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (CRESPIAF), a mis l'accent sur la nécessité, pour les autorités concernées, de développer tout un système de protection pour préserver les différents sites et vestiges préhistoriques au Sahara ainsi que dans le nord du pays.

«Ce patrimoine préhistorique revêt une importance capitale dans notre pays. Mais il faut que cette richesse soit soumise à tout un système de protection pour la préserver et veiller à sa transmission aux générations futures», a insisté le président de l'ex-Centre national de recherche préhistorique, anthropologique et historique (CNRPAH).

Selon lui, la protection et la prise en charge du patrimoine matériel et immatériel préhistorique sont indispensables afin que l'Algérie puisse en tirer profit en alimentant les musées, le mettre à la disposition des visiteurs, des touristes et du grand public, mais aussi en le mettant à la disposition des élèves au travers les manuels scolaires.

«Ces sites et vestiges sont très fragiles, mais aujourd'hui nous avons tous les moyens de protection pour les préserver en réalisant d'abord des inventaires, ainsi que des documentaires écrits, en image et avec son et la voix», a souligné M. Hachi.

Au Sahara, plusieurs parcs naturels ont été classés et répertoriés par les pouvoirs publics à l'image de ceux de la vallée du M'zab, Tassili, Tidikelt, le Hoggar, celui de Tindouf ainsi que de l'Atlas saharien. «Ce sont ces organismes qui sont chargés de protéger et de sauvegarder les différents sites et vestiges préhistoriques de cette région, afin de pouvoir les transmettre aux nouvelles générations», a-t-il dit.

Dans la région nord du pays, la tâche est confiée aux directions de la culture pour protéger ce patrimoine. «Nous avons des vestiges préhistoriques d'une importance capitale, dont certains sont uniques au monde, nous devons les protéger, car sans protection, ce patrimoine ne durera pas», a averti M. Hachi. Evoquant aussi le patrimoine immatériel, le président du CRESPIAF a saisi l'occasion pour présenter tout un travail de recherche sur la profondeur historique du Couscous et les traditions culinaires qui remontent à des milliers d'années, notamment dans la région de l'Afrique du Nord.

Slimane Hachi a rappelé, à ce titre, avoir coordonné dernièrement un dossier pour l'inscription du Couscous au patrimoine immatériel de l'Unesco, dossier qui a été monté pendant des années.

C'est en 2011 qu'il y a eu une réunion du comité à Bali, en Indonésie. «Là-bas, j'ai profité de ma présence et de celle d'experts maghrébins pour proposer l'idée d'un dossier collectif maghrébin et nous nous sommes très vite entendus sur le couscous, parce que ce mets de base est commun aux quatre pays (Algérie, Maroc, Tunisie et Mauritanie)», a-t-il dit.

Fin mars 2019, le dossier a été déposé. «Ce dossier devait s'insérer dans la profondeur historique de ce qui est à la base du couscous, c'est-à-dire la céréaliculture, l'agriculture du blé et de l'orge qui est très ancienne chez nous», a-t-il relevé, en ajoutant, «on a trouvé lors de fouilles, des grains de blé qui remontent de 4000 à 5000 ans. Cela dénote la grande ancienneté de la céréaliculture, qui a servi de base économique à nos sociétés depuis la préhistoire», a souligné M. Hachi.

R. C.

ART ET ANTHROPOLOGIE

Disparition du sculpteur américain Richard Nonas

ANTHROPOLOGUE et artiste, Richard Nonas (1936-2021) était une figure majeure du post-minimalisme américain. Il fait partie de ces artistes américains profondément marqués par la géographie et l'histoire de son pays. Il est décédé à l'âge de 85 ans.

Richard Nonas est né à New York en 1936. Diplômé en anthropologie, matière qu'il enseignera pendant une dizaine d'années au Queens College, il se spécialise sur les Indiens d'Amérique et voyagera beaucoup à travers le territoire américain, ainsi qu'au Canada et au Mexique. Cela ne sera pas sans influence sur son travail d'artiste.

Il débute sa carrière d'artiste presque par hasard, au cours des années 60. En ramassant du bois et des morceaux de métal qu'il dispose ensuite chez lui, il crée, sans vraiment s'en apercevoir, ses premières sculptures. Petit à petit, il développe sa pratique, commence à exposer au début des années 70 et devient partie intégrante de la communauté d'artistes de New York. Il y fait la rencontre de Carl Andre, Richard Serra, Gordon Matta-Clark, Sol Lewitt… aux côtés desquels il exposera.

Son œuvre, faite de pierres, bois et métal, consiste en des formes géométriques répétées qui interrogent le rapport entre l'homme et son environnement. Sa formation d'anthropologue entre en résonance avec ses préoccupations artistiques et lui confère une perspective particulière. Il considère certains lieux comme « profondément imprégnés de signification humaine » et cette conception d'une relation presque métaphysique entre un espace et un individu imprègne son travail.

C'est d'ailleurs l'une des raisons qui empêchent de le classer comme un artiste minimal : la sensibilité qui émane de son œuvre et de sa démarche le différencie d'artistes comme Carl Andre par exemple.

Ses œuvres font partie des collections des plus grands musées américains, comme le MET ou le Whitney à New York. En France, son travail est visible au parc de sculptures du Musée de Grenoble, mais aussi au Château d'Avignon et rue de la Marine, à Dunkerque, où il a réalisé des pièces in situ.

R. C.

INTITULÉE «EXPRESSIONS ARTISTIQUES DE TERRE ET DE FEU»

Une expo sur la céramique et la poterie à « Moufdi-Zakaria »

INTITULÉE «expressions artistiques de terre et de feu», une exposition dédiée à la céramique et à la poterie, réunissant les œuvres d'une cinquantaine d'artisans, a été inaugurée ce lundi à Alger par la ministre de la Culture et des Arts Malika Bendouda.

Organisée au palais de la culture Moufdi-Zakaria, cette exposition se décline en trois volets, poterie traditionnelle, céramique, et tableaux en céramique, sculpture et céramique contemporaine.

Un premier espace réservé à la poterie traditionnelle abrite la collection du palais de la culture ainsi que des stands d'artisans venus exposer leurs outils et équipements de travail pour expliquer aux visiteurs leurs procédés de création.

Une autre salle du palais de la culture propose aux visiteurs de découvrir les œuvres de céramistes connus à l'image de Toufik Boumahdi, Said Djaballah ou encore Kamel Bellazoug qui exposent différents objets de décoration et tableaux et céramique.

La galerie Baya expose, quant à elle, des œuvres contemporaines faites de terre comme des sculptures, de la mosaïque, des carreaux de faïence décorés de motifs amazigh ou de reproductions de peintures rupestres ou encore des objets de décoration contemporains.

Lors de la cérémonie d'ouverture, la ministre de la Culture et des Arts a indiqué que cette exposition visait à mettre en avant les talents créatifs algériens et à leur offrir un espace pour promouvoir leur production et rencontrer le public.

L'exposition «expressions artistiques de terre et de feu» est ouverte au public jusqu'au 21 mai en cours.

R. C.

74ÈME ÉDITION DU FESTIVAL DE CANNES

La Sélection officielle dévoilée le 3 juin

Le Festival de Cannes présentera le jeudi 3 juin sa 74e édition et dévoilera sa très attendue Sélection officielle, cinq semaines avant l'ouverture des festivités, ont annoncé les organisateurs lundi à l'AFP.

Le Festival doit se tenir cette année du 6 au 17 juillet sur la Croisette, après la levée prévue des jauges et de la plupart des restrictions sanitaires en France. L'édition 2020 n'avait pas pu se tenir au printemps dernier à Cannes en raison de la pandémie.

Les films sélectionnés pour cette première compétition depuis la crise sanitaire seront dévoilés, comme chaque année, lors d'une conférence de presse le 3 juin dans un cinéma de la capitale française, et retransmise en ligne, ont précisé les organisateurs.

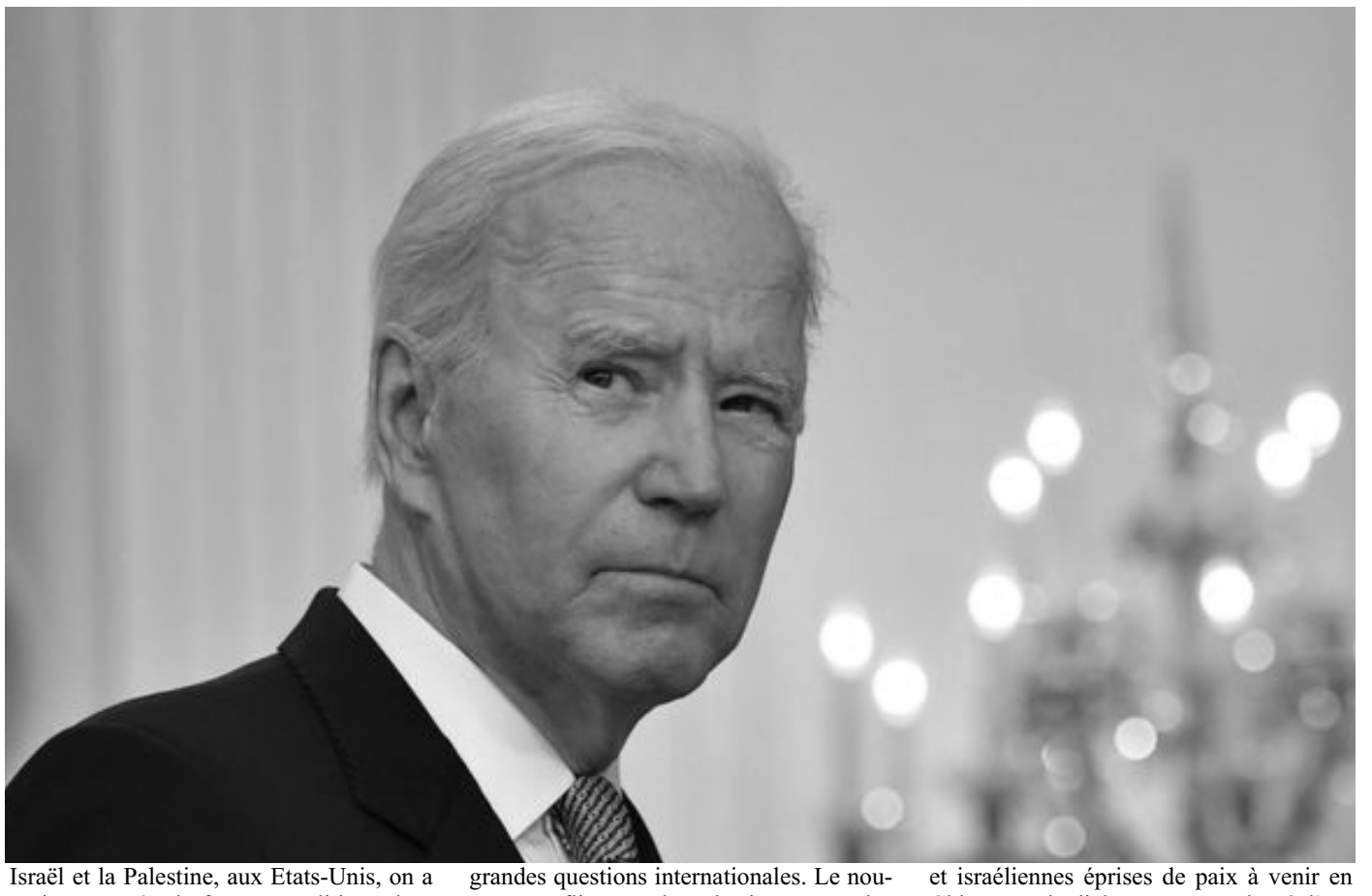
Deux films ont déjà été confirmés en compétition : Annette de Leos Carax, avec Marion Cotillard et Adam Driver, qui fera par ailleurs l'ouverture du festival, et Benedetta du réalisateur néerlandais Paul Verhoeven avec Virginie Efira.

D'autres films sont fortement pressentis, comme le nouveau Wes Anderson, tourné en France, The French Dispatch, ou le nouveau film de l'Italien Nanni Moretti, Tre Piani, sans confirmation officielle pour l'instant.

CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN

Pourquoi les Etats-Unis sont-ils pointés du doigt ?

La Chine qui assume actuellement la présidence tournante du Conseil de Sécurité des Nations Unies, a dirigé, le 16 mai, un débat public sur le conflit israélo-palestinien, au terme duquel il a été demandé la cessation des agressions israéliennes.



Le communiqué final de la réunion a souligné la nécessité pour la communauté internationale, notamment les Etats-Unis, d'agir en toute urgence afin de trouver une solution négociée à ce conflit. Les Etats-Unis devront assumer leur responsabilité, adopter une position équitable et soutenir le Conseil de sécurité dans le rôle qui est le sien, celui de parvenir à l'apaisement de la situation, au rétablissement de la confiance et à la solution par la voie politique.

Pourquoi les Etats-Unis sont-ils pointés du doigt ? Le présent conflit entre la Palestine et Israël, qui est d'ailleurs le pire depuis la guerre de Gaza en 2014, était le résultat de la mauvaise politique des Etats-Unis au Moyen-Orient. Comme l'a écrit Tom Fowdy, expert britannique en politique internationale, sur le site de Russia Today, « l'actuel conflit Palestine-Israël est essentiellement le produit de l'accumulation et de la fermentation de la politique américaine au Moyen-Orient. »

Il suffit d'un petit rétrospectif pour s'en rendre compte. Il s'agit notamment de la décision de l'administration américaine précédente, qui a transféré de l'ambassade des Etats-Unis en Israël de Tel Aviv à Jérusalem, de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, de la mise en œuvre du « Nouveau plan de paix au Moyen-Orient », trop favorable à Israël, de la suspension des aides au profit de l'UNRWA. A bien regarder, les actions des Etats-Unis ont à plusieurs reprises fait détériorer la situation sécuritaire au Moyen-Orient.

Après l'éclatement de ce cycle de conflit entre la Palestine et Israël, l'actuelle administration américaine n'a rien fait pour apaiser la situation. En revanche, elle a adopté une attitude pro-israélienne. Selon un communiqué publié par le bureau du Premier ministre israélien à la suite d'un échange téléphonique entre le Premier ministre Netanyahou et le président américain Joe Biden, celui-ci a affirmé qu'il « soutenait clairement le droit d'Israël à la légitime défense ».

Malgré des centaines de personnes mortes à la suite de cette escalade de conflit entre Israël et la Palestine, aux Etats-Unis, on a toujours en tête la fameuse politique de « double standard » en matière de droits de l'homme, qui empêche une position commune de tous les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies au sujet de ce conflit. Finalement, on cherche à comprendre comment et pourquoi les responsables américains, chantres du respect des droits de l'homme en faveur des musulmans, se montrent aussi indifférents à la situation dramatique du peuple palestinien exposé au feu de la guerre. Que restent-ils encore des « droits de l'homme » et de la « morale » qu'ils prétendent enseigner et défendre? Rien.

La Palestine est le nœud du dossier du Moyen-Orient. Ces dernières années, en raison des changements de la situation géopolitique au Moyen-Orient, cette question a été repoussée aux marges des grandes questions internationales. Le nouveau conflit entre la Palestine et Israël a une fois de plus mis en garde la communauté internationale : Ce n'est que lorsque la question palestinienne sera résolue de manière globale, équitable et durable que le Moyen-Orient pourra parvenir à une paix durable et à une sécurité générale.

La Chine avait formulé en 2017 sa « proposition en quatre points » pour résoudre la question de Palestine. A partir de cette proposition, le chef de la diplomatie chinoise Wang Yi a avancé une autre en quatre points : Premièrement, le cessez-le-feu est la priorité actuelle. Deuxièmement, l'aide humanitaire est un besoin urgent. Troisièmement, le soutien international est une obligation. Quatrièmement, la « solution à deux Etats » est l'issue ultime. Dans le même temps, la Chine a renouvelé son invitation aux personnalités palestiniennes et israéliennes éprises de paix à venir en Chine pour le dialogue, et sa volonté d'accueillir les pourparlers directs entre les représentants de la Palestine et d'Israël sur son sol.

Cependant, il revient à celui qui a fait le nœud de le défaire. Les Etats-Unis sont derrière ce nouveau cycle de conflit sanglant entre la Palestine et Israël. Ils devront prendre l'initiative d'atténuer la situation, faire avancer le processus de pourparlers de paix et soutenir le rôle du Conseil de sécurité. Tant que le Moyen-Orient restera instable, le monde sera toujours dans l'inquiétude. Les Etats-Unis n'ont aucune raison de « garder la distance » et même de devenir un obstacle au processus de médiation internationale.

De notre correspondante à Pékin,
Ma. Xinxin

EXPLORATION SPATIALE

Le rover chinois sur Mars enthousiasme le monde

LA CHINE est devenue le deuxième pays à avoir posé un rover sur la planète rouge, un exploit qui a enthousiasmé le milieu scientifique et l'opinion internationale.

La sonde Tianwen 1 avec à son bord le rover martien Zhurong a atteint avec exactitude la surface de la planète rouge. Un pas historique accompli dans le programme chinois de l'exploration interstellaire. De la NASA et des agences spatiales de Russie et de l'UE, les messages de félicitations se sont succédés pour parvenir à l'Agence spatiale chinoise. L'exploration de Mars est une opération extrêmement difficile. La première tentative de l'humanité remonte à 1960. Avant Tianwen 1, 16 sondes avaient pénétrer dans l'atmosphère martienne, 9 parmi elles-toutes américaines-avaient réussi d'atterrir sur la planète, soit un taux de réussite légèrement supérieur à 50%. La Chine a maîtrisé toute une série de techniques complexes, ce qui a garanti sa réussite d'atterrissage. Dès sa première mission d'exploration, la Chine a réussi 3 opérations : le vol autour de Mars, l'atterrissage et la patrouille, une première dans le monde. Le Wall Street Journal a noté que la Chine, exclue depuis 2011 par Washington de tous les programmes concernés de la NASA, a dû compter sur sa propre force pour mener son programme d'exploration spatiale, et que le pays s'est aujourd'hui hissé à la tête des nations du monde.

Cet exploit n'appartient pas seulement à la Chine. La réussite de Tianwen 1 signifie beaucoup pour le monde. Le genre humain a fait un grand pas en avant dans son exploration du cosmos. La planète rouge aidera l'homme à découvrir beaucoup d'énigmes sur l'univers et sur l'origine de la vie. Le progrès de l'humanité va en tirer profit : à force de vouloir mieux connaître Mars, l'homme sera amené à développer sans cesse des nouvelles technologies. Nouvelles matières, nouvelles techniques de télécommunication et de contrôle…autant de progrès techniques qui contribueront à l'amélioration des conditions de l'homme sur Terre.

En même temps, la Chine offre une nouvelle plateforme de coopération internationale dans le domaine de l'exploration spatiale. Le rover chinois porte le nom du dieu de feu dans la mythologie chinoise : Zhu, qui signifie dans le chinois « féliciter », Rong « l'adhésion ou la coopération ». Un nom qui en dit beaucoup sur la volonté de la Chine de coopérer avec tout le monde.

Avec Tianwen 1, l'Agence spatiale chinoise mène des programmes de coopération avec l'Agence spatiale européenne et les établissements d'Argentine, de France et d'Autriche. Les scientifiques du monde attendent que Zhu Rong transmette à la Terre des données iqui permettraient à l'homme de mieux connaître Mars et le cosmos.

La boussole, l'impression, le papier et la poudre, ces grandes inventions chinoises se sont depuis longtemps fondues à notre quotidien. Aujourd'hui, la Chine a réalisé une nouvelle percée dans l'exploration interstellaire, une percée qui donne l'espoir de nouveaux progrès dans la vie de l'homme et dans ses capacités technologiques. Ce qui est plus important est de comprendre que dans l'espace, c'est toujours la coopération et non pas la compétition qui correspond aux intérêts communs de l'humanité.

De notre correspondante à Pekin
Ma. Xinxin

ESPAGNE

1 500 des 6 000 migrants entrés à Ceuta renvoyés au Maroc

Environ 6 000 migrants sont entrés dans l'enclave espagnole de Ceuta, lundi 17 mai. L'Espagne a annoncé ce mardi l'expulsion de 1 500 d'entre eux vers le Maroc.

L'Espagne a annoncé avoir expulsé ce mardi 18 mai 1 500 des quelque 6 000 migrants entrés la veille dans l'enclave espagnole de Ceuta, alors que 86 migrants ont pénétré dans l'enclave voisine de Melilla.

« Quelque 6 000 personnes » sont entrées lundi à Ceuta, sur la côte nord du Maroc, et « à cette heure, nous avons renvoyé 1 500 de ces personnes et nous sommes en train de continuer ces renvois », a affirmé le ministre espagnol de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, à la télévision publique espagnole.

Il a indiqué que sur ce total de 6 000 personnes, il pourrait y avoir 1 500 mineurs, tout en précisant qu'il était « trop tôt » pour fournir un chiffre définitif.

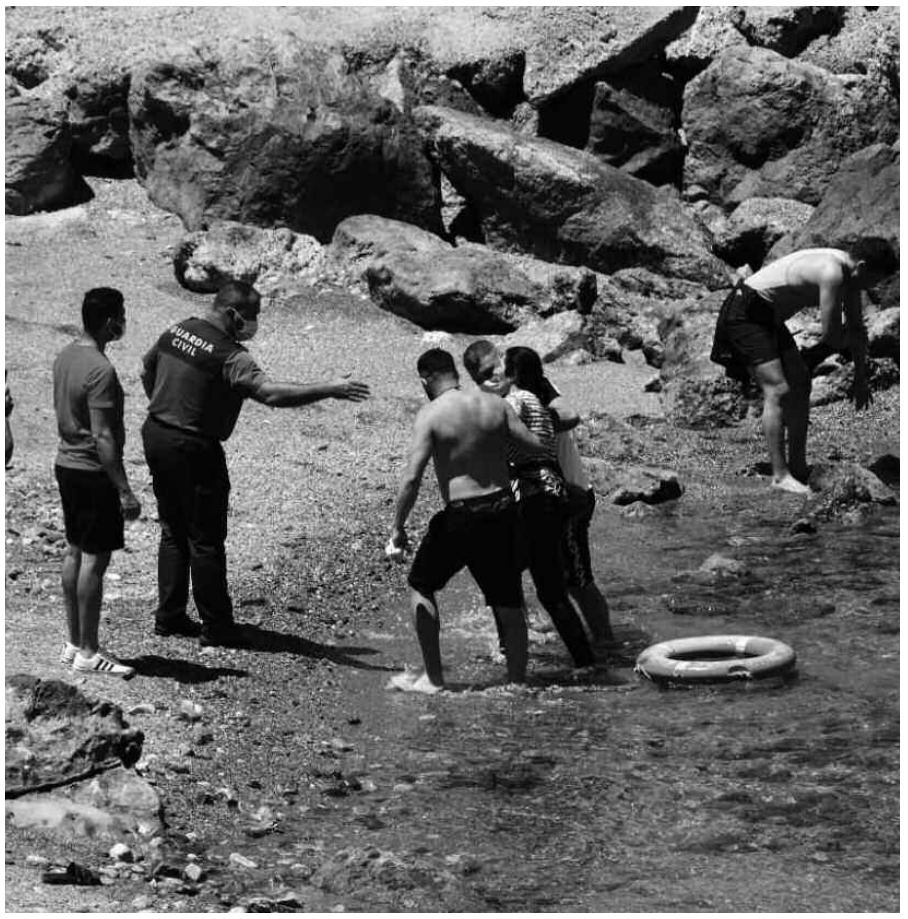
Le ministre a défendu ces renvois, affirmant qu'ils étaient « conformes à la loi et aux traités internationaux et aux accords avec le Maroc ».

À environ 400 kilomètres à l'est de Ceuta, à Melilla, l'autre enclave espagnole sur la côte marocaine, 86 migrants sont parvenus à entrer ce mardi matin en territoire espagnol, depuis le Maroc voisin.

Au total, « plus de 300 » personnes originaires d'« Afrique subsaharienne » ont tenté de franchir la barrière séparant Melilla du Maroc ce mardi, vers 4 h 45, a indiqué la préfecture de Melilla dans un communiqué.

Plus de 200 personnes ont été repoussées, mais « 85 hommes et une femme ont réussi à entrer », selon le communiqué. La femme en question a nécessité l'assistance de la Croix-rouge, a précisé la préfecture.

« Les migrants ont maintenu une attitude agressive et ont jeté des pierres contre les agents », dont trois ont dû recevoir des soins pour « des contusions mineures », a ajouté la préfecture.



Les migrants qui ont réussi à entrer ont été conduits au Centre de séjour temporaire (CETI) de l'enclave.

Ceuta et Melilla constituent les seules frontières terrestres de l'Union européenne avec l'Afrique et sont régulièrement le théâtre de tentatives de passages en force de migrants.

Les arrivées de migrants venus des plages marocaines, situées à quelques kilomètres au sud de Ceuta, se sont multipliées, lundi, sur le territoire espagnol situé au nord-ouest du Maghreb. De jeunes hommes, mais aussi des enfants – un millier de mineurs, selon un porte-parole de la préfecture de Ceuta – et des femmes comptaient parmi ces migrants, venus par la mer, à la nage, utilisant parfois des bouées gonflables ou des canots pneumatiques. D'autres encore sont arrivés en marchant, à la faveur de la marée basse. Parmi eux, un homme a trouvé la mort en se noyant, selon la préfecture.

Lire aussi L'Espagne expulse « entre 100 et 120 » Marocains arrivés à la nage à Ceuta

Situation sans précédent

Dans un premier temps, la préfecture avait précisé que toutes ces personnes devaient être accueillies dans des hangars sur la plage d'El Tarajal, mais que les autorités se réunissaient pour évaluer la situation, sans précédent.

Des vidéos postées sur les réseaux sociaux montraient de jeunes migrants, parfois en maillot de bain ou tout habillés, débarquant sur les plages de rochers, sous le regard des forces de l'ordre marocaines.

Face à cette crise, le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a décidé d'annuler mardi sa participation à un sommet sur le financement des économies africaines à Paris et s'exprimera à l'issue du conseil des ministres à la mi-journée.

Le ministère de l'intérieur espagnol avait annoncé, lundi soir, dans un communiqué le « renforcement immédiat des effectifs de la garde civile et de la police nationale dans la zone » avec 200 agents supplémentaires. Rappelant que « les autorités espagnoles et marocaines ont conclu récemment un accord concernant le retour vers leur pays des citoyens marocains qui arrivent à la nage » à Ceuta, le document assure que « les contacts avec les autorités marocaines ont été maintenus » de façon « permanente ».

Pour Mohamed Benaïssa, président de l'Observatoire du nord pour les droits de l'homme, basé à Fnideq, à quelques kilomètres de Ceuta, cette nouvelle vague de migrations concerne surtout « des mineurs, mais également des familles, tous marocains ». Elle « pourrait », selon lui, « être en lien avec la crise diplomatique entre le Maroc et l'Espagne ».

R. I.

VACCINATION

Le G7 et l'Union européenne pourraient faire don de plus de 150 millions de doses

LES PAYS DU G7 et des membres de l'Union européenne seraient en mesure de donner plus de 150 millions de doses de vaccins anti-Covid à des pays défavorisés, pour tenter de combler en partie l'inégalité vaccinale face à la pandémie, affirme l'Unicef ce lundi.

Ce nombre pourrait être atteint si le groupe des sept pays les plus riches du monde – dont les dirigeants se retrouvent en juin en sommet en Angleterre- et des membres de l'Union européenne partageaient seulement 20 % des stocks à leur disposition en juin, juillet et août, selon une étude menée par Airfinity, qui se spécialise notamment dans l'analyse de données scientifiques et financée par la branche britannique de l'Unicef.

« Et ils pourraient le faire tout en remplissant toujours leurs engagements en matière de vaccination de leur propre population », souligne Henrietta Fore, la directrice générale de l'agence onusienne. Les vaccins anti-Covid continuent à faire cruellement défaut, faute de production suffisante et le système international Covax, mis en place pour tenter d'éviter que les pays riches ne s'accaparent l'essentiel des précieuses doses, est très loin du compte de doses qu'il pensait pouvoir distribuer.

En juin, il manquera approximativement 190 millions de doses au système Covax – mis en place par l'Alliance du vaccin (Gavi), l'OMS mais aussi la Cepi (Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies) – par rapport aux volumes initialement prévus. L'Unicef – dont le savoir faire en matière de vaccination est sans égal – est chargé de la distribution.

L'Inde devait fournir la très grande partie des doses de vaccin à Covax cette année, mais l'explosion de la pandémie dans le pays a poussé les autorités à interdire les exportations de sérum pour les utiliser sur place. Par conséquent d'ici la fin mai, 140 millions de doses manqueront à l'appel pour Covax et encore 50 millions en juin. La pénurie de vaccins par ailleurs et le manque de fonds ajoutent encore aux difficultés.

En attendant des mesures plus pérennes pour accroître nettement la production, « partager immédiatement les doses en trop est une mesure a minima, essentielle et d'urgence, dont on a besoin tout de suite », souligne le communiqué. Les Etats-Unis disposent de 60 millions de doses de vaccin AstraZeneca -un sérum qui après avoir défrayé souvent la chronique suscite parfois la méfiance- et ont indiqué vouloir les distribuer, la France pour sa part a annoncé un don de 500.000 doses à Covax, la Suède 1 million et la Suisse réfléchit à en donner autant.

Pour l'heure, selon une étude diligentée par Covax, un tiers des populations des pays les plus riches ont déjà eu au moins une première dose alors que pour les pays pauvres cela représente seulement 0,2 %. Un écart, que le patron de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, juge inique au point qu'il a demandé vendredi aux pays de renoncer à vacciner les enfants et les adolescents -moins enclins jusqu'à présent à développer des formes graves de Covid- pour mettre leurs doses à disposition de Covax.

Pour les partisans du partage il ne s'agit pas seulement d'un impératif moral pour que les pays pauvres puissent vacciner leurs personnels soignants et leurs populations les plus vulnérables. Une forte circulation du virus où que ce soit, faute d'immunisation, pourrait donner naissance à des variants plus contagieux, plus mortels et peut-être résistants aux vaccins actuels réduisant à néant les efforts déjà faits. « Nous nous inquiétons de ce que la poussée en Inde ne soit qu'un précurseur de ce qui va se produire ailleurs », souligne le communiqué. « Les cas explosent et les systèmes de santé sont mis à rude épreuve dans des pays proches comme le Népal, le Sri-Lanka et les Maldives ou lointains comme l'Argentine et le Brésil », souligne l'Unicef.

Le directeur général de l'OMS a prévenu vendredi :

« Le Covid-19 a déjà coûté la vie à plus de 3,3 millions de personnes et au train où vont les choses, la deuxième année de la pandémie sera beaucoup plus meurtrière que la première ».

NA HUSSEÏN-DEY : L'ENTRAÎNEUR DZIRI QUITTE À L'AMIABLE, BOUZIDI OU IGHIL POUR LUI SUCCÉDER

LA DIRECTION du NA Husseïn-Dey et l'entraîneur Dziri Billel, ont trouvé lundi un accord pour une séparation à l'amiable, après quatre mois de collaboration, a appris l'APS auprès du pensionnaire de Ligue 1 algérienne de football. Le départ de Diziri, qui n'est pas à son premier passage au Nasria, intervient au lendemain du match nul concédé dimanche à domicile face à l'US Biskra (1-1), dans le cadre de la 21e journée du championnat. Dziri avait rejoint le NAHD en janvier dernier, en remplacement de Nadir Leknaoui, démissionnaire, suite aux mauvais résultats enregistrés par les «Sang et Or»en début de la saison en cours. L'arrivée de Dziri n'a rien changé, puisque le club algérois n'a plus gagné en championnat depuis le 26 février dernier, à domicile face au RC Relizane (3-0). Au classement, le NAHD occupe la peu reluisante 16e place avec 20 pts, à égalité de points avec le premier relégable l'USB.Deux noms reviennent avec insistance pour reprendre la barre technique du NAHD, qui ont la particularité d'avoir déjà dirigé les «Sang et Or» : il s'agit de Youcef Bouzidi et de Meziane Ighil. Eliminé en 1/8 de finale de la Coupe de la Ligue, le NAHD amorcera sa mission de sauvetage, en effectuant un déplacement à l'Est pour défier l'AS Aïn M'lila, samedi prochain, à l'occasion de la 22e journée.

FC Metz : Boulaya veut changer d'air

L'international algérien, Farid Boulaya, aurait décidé de ne pas prolonger son bail au FC Metz après plusieurs semaines de réflexion selon les informations de France Football. Auteur de la saison la plus aboutie de sa carrière sous les couleurs du club messin avec 5 buts et 8 passes décisives, le meneur de jeu de 28 ans veut passer un cap en rejoignant une formation pouvant jouer l'Europe la saison prochaine. Sous contrat jusqu'en 2022, Farid Boulaya disposerait de plusieurs touches en France ainsi qu'à l'étranger toujours d'après le média français. Les Grenats pourraient d'ailleurs rapidement recevoir une offre pour l'Algérien.

EQUITATION : L'ALGÉRIEN AIDA AU CHAMPIONNAT DU MONDE D'ENDURANCE LE 22 MAI EN ITALIE

LE CAVALIER Mohamed Aida représentera l'Algérie au championnat du monde d'endurance, prévu le 22 mai prochain à San Rossore, dans la région de Pise en Italie, a-t-on appris lundi auprès de la Fédération équestre algérienne (FEA).Le seul représentant algérien dans cette compétition, montant «Baikal El Milora», tentera de figurer parmi les meilleurs couples de cette course mythique. Mohamed Aida, ancien jockey de Laghouat qui a gagné plusieurs courses hippiques et de grands prix, est issu d'une famille d'éleveurs de chevaux. Sociétaire du club Ecurie Cheikh-El Maktoum aux Emirats arabes unis dans la spécialité endurance, il a participé à plus de 60 courses internationales dans lesquelles il a remporté plusieurs podiums. La 11e édition du championnat du monde d'endurance en Italie regroupera 90 couples de cavaliers et chevaux de 35 nations.

MJS- FÉDÉRATIONS SPORTIVES :

«Performance, bonne gouvernance et reddition des comptes» à la base de tout financement

Le financement des Fédérations et associations sportives nationales «se fonde, exclusivement, sur les principes de performance, de bonne gouvernance et de reddition des comptes», a souligné le ministère de la Jeunesse et des sports (MJS) dans une circulaire fixant les modalités d'attribution des dotations.

L'opération de financement des Fédérations et associations sportives, s'effectue «sur la base de l'évaluation de leurs programmes d'activités et de leurs projets de manifestations sportives et des conditions d'emploi des financements antérieurs», selon la circulaire N.1 du 11 mai 2021. A cet effet, un Comité technique placé auprès du MJS est «chargé d'évaluer les demandes de financement des Fédérations et associations sportives nationales au titre du chapitre 43-02 du budget de fonctionnement du ministère et de formuler des propositions de répartition des crédits disponibles». Le Comité technique est assisté dans ses missions par une sous-commission technique d'évaluation et de financement des associations sportives, placée auprès de la Direction générale des Sports relevant du MJS. Les financements, au titre de l'article 1 du chapitre n 43-02 du budget de fonctionnement du MJS, sont répartis entre une dotation initiale, octroyée après examen du programme et/ou projet proposé pour l'année, et une dotation supplémentaire accordée à titre de bonus sur la base de l'évaluation de la gestion de l'exercice précédent. Dans ce cadre, le MJS a procédé à une classification, par groupes et par catégories, des Fédérations et associations sportives nationales, selon «les objectifs propres à chaque discipline sportive, l'appréciation rigoureuse des niveaux de performance et de bonne gouvernance des fédérations et associations sportives nationales». Selon la classification adoptée, le Groupe 1 concerne les fédérations sportives nationales spécialisées «délégataires de missions de service public et celles reconnues d'utilité publique et d'intérêt général». Le Groupe 2 comprend les fédérations spécialisées «non olympiques et reconnues par le Comité international olympique à forte audience nationale et internationale». Quant au 3e Groupe, il concerne les fédérations sportives nationales spécialisées «non olympiques et reconnues par le Comité international olympique à faible audience nationale et internationale». En revanche, le 4e et dernier Groupe englobe les fédérations et associations sportives nationales «ayant une mission de développement de la discipline et de la massification de la pratique sportive». Au chapitre «Contrôle et reddition des comptes», il est stipulé que le financement des Fédérations et associations sportives nationales, est subordonné au respect des clauses contractuelles, en termes de performance et de bonne gouvernance, ainsi qu'à la conformité des dispositions législatives et règlementaires applicables. A cet égard, les Fédérations et associations sportives nationales «sont tenues d'utiliser les financements exclusivement aux fins et conformément à l'objet pour lesquels ils ont été accordés, d'en rendre compte et d'en justifier systématiquement l'emploi», note la circulaire du ministère de la Jeunesse et des Sports.



Basket / BAL (Gr. C - 1re J) : Le GS Pétroliers rate la première marche face à l'AS Douanes (76-94)

LES BASKETTEURS algériens du GS Pétroliers se sont inclinés face à leurs homologues sénégalais de l'AS Douanes sur le score de 94 à 76, en match comptant pour la 1re journée du groupe C de la Ligue africaine de basket-ball (BAL), disputé lundi à Kigali. Menés au score lors des deux premiers quart-temps (Q1 : 19-21 puis Q2 : 34-41), les coéquipiers de Mohamed Harat (28 points, 9 rebonds), ont réussi à recoller au score lors du 3e quart-temps (63-67), avant de s'écrouler dans le dernier quart en s'inclinant avec 18 points d'écart (76-94). Le deuxième match du groupe C, oppose à partir de 16h30, le Zamalek d'Egypte au Ferroviario Maputo du Mozambique. Les Pétroliers joueront leur deuxième rencontre face aux Egyptiens du Zamalek mercredi (20h00), avant de boucler la phase de poules face au Ferroviario Maputo du Mozambique, samedi prochain (13h00).En match d'ouverture du tournoi, disputé dimanche, les Patriots du Rwanda se sont imposés devant Rivers Hoopers du Nigeria (83-60). Le deuxième match du groupe A met aux prises, lundi (20h00), le GNBC de Madagascar à l'US Monastir de Tunisie. La première édition de la BAL, une nouvelle ligue professionnelle, fruit d'un partenariat historique entre la Fédération internationale (FIBA) et la Ligue nord-américaine (NBA), se dispute dans une «bulle» à Kigali avec un protocole sanitaire très strict pour les 12 équipes participantes, afin de faire face à la pandémie de Covid-19.

Aviron/JO-2020 : 18 pays décrochent au moins un quota de qualification

PAS MOINS de dix-huit pays dont l'Algérie, issus de cinq continents, ont obtenu au moins un quota de qualification pour les épreuves olympiques de Tokyo, a rapporté lundi la Fédération internationale d'aviron (World Rowing) sur son site officiel. La Russie a été l'une des grandes gagnantes de la compétition, en décrochant des places dans cinq épreuves, où ses rameurs seront alignés sous la bannière du comité national olympique. Avec un jour d'avance sur le programme initial du long processus de qualification olympique, interrompu à Lucerne en Suisse, en raison de la tempête attendue ce lundi sur la ville, les régates mondiales de qualification olympique ont distribué les derniers billets pour les Jeux de Tokyo. A noter la qualification du huit masculins de la Nouvelle-Zélande, où était présent le double champion olympique en deux de pointe, Hamish Bond. Preuve de l'universalité de l'aviron, les cinq continents ont été représentés sur le ponton de la victoire, après le succès de l'Afrique du Sud dans le quatre de pointe masculin. «Tous les bateaux qualifiés doivent maintenant être confirmés par leurs comités olympiques nationaux respectifs», a expliqué la World Rowing. Il est à signaler que l'Algérie a réussi à qualifier deux rameurs aux Jeux olympiques de Tokyo (23 juillet-8 août 2021). Il s'agit de Sid Ali Boudina et Kamel Ait Daoued.

LFP :

Abdelkrim Medouar prône l'union sacrée pour finir la saison dans de bonnes conditions

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a indiqué lundi qu'il comptait sur la «compréhension» et «coopération» des clubs pour pouvoir terminer la saison 2020-2021, impactée par le Covid-19, «dans de bonnes conditions».

«Il s'agit d'une situation exceptionnelle, avec ses contraintes et ses imprévus. Il est donc indispensable d'unir nos forces et de coopérer pour pouvoir y faire face, et terminer notre championnat dans de bonnes conditions», a déclaré Medouar, en marge du tirage au sort de la Coupe de la Ligue, effectué lundi à Alger. «Avant la pandémie, nous démarrions notre championnat à la fin du mois d'août et il fallait compter la fin mai, voire le début juin, pour terminer. Et encore, à ce moment-là, il n'y avait aucune contrainte liée à la pandémie du nouveau coronavirus et le championnat ne comptait pas 38 journées», a commencé par rappeler le président de la LFP. «Cette année, le championnat a démarré fin novembre, avec un programme de 38 journées, et avec de nombreuses contraintes liées à la pandémie du nouveau coronavirus. Il est donc quasi impossible que cet exercice se termine au mois de juin, comme lors des années précédentes», a-t-il encore tenu à faire savoir. Ainsi, Medouar a considéré que «le seul moyen pour surmonter cette difficulté, c'est une implication directe des différentes parties prenantes, particulièrement de la part des clubs, en évitant de chambouler le programme établi, à travers des demandes de report non justifiées». «Certains clubs ont pris l'habitude de demander le report d'un match juste parce qu'un de leurs joueurs a été convoqué en équipe nationale, comme si le sort de toute l'équipe en dépendait. Il y a aussi les clubs engagés dans les épreuves continentales et qui ont pris l'habitude aussi de demander des ajournements de leurs matchs de manière excessive. Tout cela, dans la conjoncture actuelle, on ne peut plus se le permettre», a-t-il assuré.A ce propos, le premier responsable de la LFP a tenu à «saluer le professionnalisme de l'entraîneur de la JS Kabylie, Denis Lavagne, qui a demandé à ce que son match contre le MC Oran soit avancé, et non reporté».Une initiative «louable» selon Medouar, qui a souhaité que «les autres clubs en fasse de même, pour permettre au championnat de se terminer dans de bonnes conditions». Concernant les quarts et demi-finales de la Coupe de la Ligue, le président de la LFP a expliqué qu'il a été décidé de les organiser en un seul match, et non pas en aller et retour comme cela se faisait avant pour la Coupe d'Algérie, afin «d'alléger le calendrier», en réduisant le nombre de rencontres. «J'espère que le vainqueur de cette épreuve qui a remplacé Dame Coupe cette année aura droit à la même récompense que s'il avait remporté la Coupe d'Algérie. Ce qui serait une bonne chose pour le portefeuille du club, surtout en ces temps difficiles». Interrogé à propos des dates auxquelles se joueront les quarts et demi-finales de cette Coupe de la Ligue, Medouar a indiqué qu'elles n'ont pas encore été arrêtées en expliquant que pour ce faire, il doit se concerter avec les clubs et les autres parties prenantes, pour éviter d'éventuels chevauchements avec les autres évènements.



Sélection Algérie : Atal répond et à Belmadi rassure

«**JE PROFITE** de ce moment pour lui envoyer un message. Il sait qu'il doit avoir tous les atouts de son côté pour pouvoir éviter de se blesser. Il y a des choses à faire et des dispositions à prendre quand on est professionnel.» Fin 2020, le sélectionneur de l'Algérie, Djamel Belmadi, adressait une sérieuse mise en garde au latéral droit de Nice, Youcef Atal, sujet à de multiples blessures qui ont freiné sa progression depuis deux ans. Dans les colonnes de Nice-Matin, le Fennec a assuré que le message a été entendu et que ses blessures ne sont pas le fruit de son hygiène de vie. «C'est un raccourci quand les joueurs se blessent sur le plan musculaire. Il n'y a pas que ça. Tu peux manger très mal et moins te blesser que moi. Ces dernières semaines, c'était le ramadan, je ne mangeais pas, je ne buvais pas de la journée. J'étais censé avoir moins d'énergie. Mais je ne me suis pas blessé. Je suis juste mieux et je sais désormais ce qui n'allait pas», a assuré le vainqueur de la CAN 2019 avant de livrer la clé de sa recette.

Atal et les demi-cocas

«Je suis un joueur qui a besoin de répéter les sprints la semaine pour que le corps s'habitue. Avant, je ne faisais pas ça. On me disait de me reposer pour que je garde du jus pour les matchs. J'avais confiance… Maintenant, j'ai les explications. Je dois faire le contraire. Dans ma tête, c'est clair désormais, je sais ce que je dois faire pour prévenir au maximum les blessures. J'ai un préparateur physique personnel, le club est au courant, tout le monde travaille main dans la main», a souligné le Niçois, qui admet tout de même avoir changé certaines de ses habitudes alimentaires. «On l'oublie, parfois, mais j'ai dû m'adapter à plein de paramètres. Je ne mangeais pas du tout les mêmes choses. Avant, il n'y avait pas Stéphanie (la nutritionniste, ndlr). Ici, un demi-coca c'est grave ! Je l'ai compris quand je suis arrivé en Europe. Il faut vraiment prendre soin de son corps. J'insiste vraiment, mon hygiène de vie n'a jamais été mauvaise», a conclu un Atal sur la bonne voie. Une excellente nouvelle pour Nice et l'Algérie.

inAfrikfoot

ELECTION DE CHARAF-EDDINE À LA TÊTE DE LA FAF :

Infantino présente ses félicitations et apporte son soutien

LE PRÉSIDENT de la Fédération internationale de football (FIFA) Gianni Infantino, a présenté ses félicitations au président de la Fédération algérienne de football (FAF) Amara Charaf-Eddine, après son élection à la tête de l'instance fédérale le 15 avril dernier, a indiqué la FAF lundi dans un communiqué. «Vos connaissances, votre leadership et votre expérience, auront sans aucun doute un impact sur le développement de notre beau jeu dans votre pays. Convaincu du potentiel du football en Algérie, vous pouvez compter sur mon soutien personnel et sur l'aide de la FIFA pour atteindre cet objectif. Les portes de -Home Fifa- vous seront toujours ouvertes», a écrit le patron de l'instance internationale dans sa lettre de félicitation. Amara Charaf-Eddine, unique candidat, a été élu à la tête de la FAF le 15 avril dernier, en remplacement de Kheïreddine Zetchi, qui a décidé de ne pas briguer un second mandat. Gianni Infantino n'a pas omis de souhaiter «bonne chance et plein succès pour tous les défis qui attendent» le nouveau président de la FAF et son équipe, «afin que vous puissiez créer et être témoin d'un héritage durable pour l'avenir du football en Algérie», conclut la lettre de félicitation, publiée sur le site de la FAF. Pour rappel, Amara Charaf-Eddine et Gianni Infantino se sont rencontrés à Doha (Qatar), en avril dernier, en marge du tirage au sort de la Coupe arabe 2021 de la Fifa, prévue au Qatar du 30 novembre au 18 décembre. Charaf-Eddine a profité de cette rencontre pour inviter Gianni Infantino à se rendre en Algérie.

LIGUE 1 : LA LFP FIXE LES DATES DE LA 23e ET 24e JOURNÉE

LA LIGUE de football professionnel (LFP) a fixé lundi, les dates de la 23e et 24e journée du championnat de Ligue 1, devant se dérouler à la fin du mois de mai. Ainsi, la 23e journée se jouera le mercredi 26 mai, alors que la 24e journée est fixée, quant à elle, au dimanche 30 mai, précise la LFP dans un communiqué, soulignant que «les horaires des rencontres vous seront communiqués prochainement». Avant le déroulement de ces deux journées, les pensionnaires de la Ligue 1 seront appelés à disputer la 22e journée, prévue samedi prochain, et qui sera tronquée de deux rencontres : CR Belouizdad - JS Kabylie et MC Alger - Paradou AC, reportées à une date ultérieure, en raison de l'engagement du CRB, le MCA, et la JSK en quarts de finale (retour) des compétitions africaines interclubs. Pour rappel, la 21e journée s'est déroulée dimanche, et a été marquée par le match nul décroché par le leader l'ES Sétif en déplacement face au RC Relizane (2-2), et la défaite de son dauphin la JS Saoura à Alger face à l'USMA (2-0).

LIGUE 2 : LA 22E ET DERNIÈRE JOURNÉE FIXÉE AU 26 JUIN

LA 22E ET DERNIÈRE journée du championnat de Ligue 2 se jouera le samedi 26 juin prochain, a annoncé lundi la Ligue nationale de football amateur (LNFA) sur son site officiel. La 16e journée de la compétition, dans les trois groupes Centre, Est et Ouest, se déroulera mardi, suivie quatre jours plus tard par le déroulement de la 17e journée. A l'issue de la 22e et dernière journée de championnat, les clubs classés à la 1re place de chacune des trois poules joueront entre elles un mini championnat en aller simple, sur terrain neutre et à huis clos. Au terme de la dernière journée de ce mini championnat, les deux premiers au classement final accéderont en Ligue 1 professionnelle. Pour ce qui est de la rétrogradation, les équipes classées aux quatre dernières places de chaque groupe (9e, 10e, 11e, 12e) seront reléguées en division inter-régions (Div.3). Voici par ailleurs les dates des 7 dernières journées de championnat :

16e journée : mardi 18 mai
17e journée : samedi 22 mai
18e journée : jeudi 27 mai
19e journée: mardi 1er juin
20e journée: samedi 5 juin
21e journée: samedi 19 juin
22e journée : samedi 26 juin.

L'ALGÉRIEN ZERKANE (BORDEAUX) DANS LE VISEUR D'ASTON VILLA

LE MILIEU international algérien des Girondins Bordeaux (Ligue 1 française de football) Mehdi Zerkane, est convoité par le pensionnaire de la Premier league anglaise de football, Aston Villa, en vue d'un éventuel recrutement l'été prochain, rapporte lundi l'Equipe. Suivi depuis trois mois par Aston Villa, le club anglais avait de nouveau dépêché un émissaire dans les tribunes bordelaises, à l'occasion de la réception du RC Lens (3-0) en championnat dimanche soir, match au cours duquel le joueur algérien a inscrit le 3e but dans le temps additionnel (90e+1).Un succès qui devrait permettre aux Bordelais (14es, 42 pts) d'assurer leur maintien parmi l'élite. Selon la même source, les Villans ont déjà pris contact avec l'entourage du joueur.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA						CONSTANTINE						ALGER						OUARGLA						CHLEF						MOSTAGANEM						ORAN					
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha		Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha		Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha		Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha		Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha		Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha		Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	
03:33	12:26	16:16	19:38	21:12		03:40	12:31	16:20	19:41	21:14		03:53	12:45	16:35	19:56	21:30		04:04	12:36	16:16	19:36	21:01		04:03	12:52	16:40	20:02	21:34		04:09	12:57	16:45	20:06	21:38		04:13	13:00	16:48	20:09	21:40	

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 6995 – MERCREDI 19 MAI 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	24°	15°
Oran	26°	14°
Constantine	29°	13°
Ouargla	41°	25°

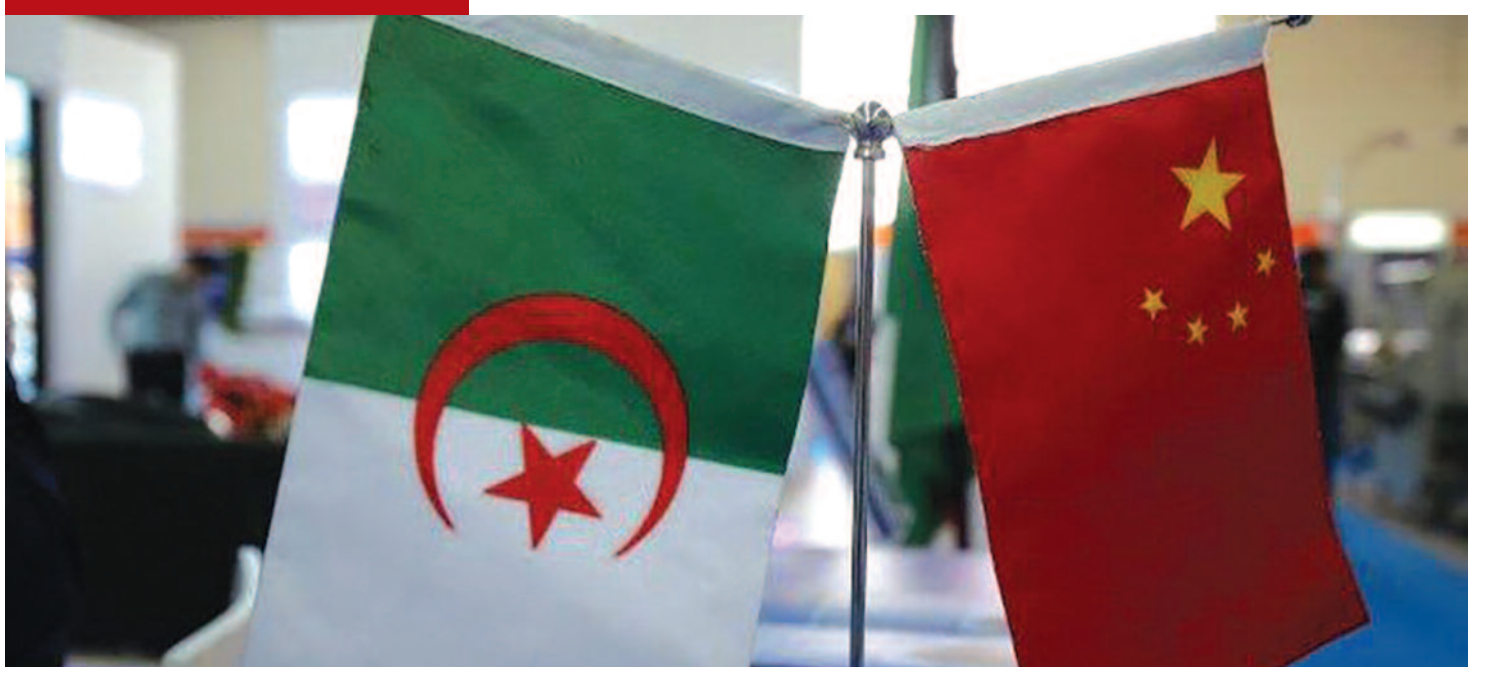
ALGÉRIE-CHINE

Perpétuons nos esprits nationaux et restons fidèles à nos engagements initiaux



Par M. LI Lianhe,
Ambassadeur de Chine en Algérie

Chaque nation a ses propres mémoires profondes et ses héritages précieux. L'Algérie a une longue histoire de plus de 3 000 ans et une civilisation splendide, dont les mémoires nationales et les patrimoines historiques sont extrêmement riches. J'en suis profondément impressionné.



Ce qui m'a le plus impressionné, ce sont les héros nationaux et les martyrs révolutionnaires présentés au Musée Central de l'Armée à Alger. Leurs actes héroïques dans la lutte acharnée pour l'indépendance nationale à travers toute l'histoire de l'Algérie sont bien connus : de Jugurda, Rois de la Numidie, à Abd al-Mumin, calife de la dynastie Almohades, de Raïs Hamidou, le commandant prestigeux de la Régence d'Alger, à l'Emir Abdelkader qui s'est rebellé contre le régime colonial et aussi aux martyrs révolutionnaires de la guerre d'indépendance, chacun a reflété un morceau d'histoire, chacun a réfracté une époque, et chacun a condensé une sorte d'héritage national.

Les personnages susmentionnés constituent un trésor inégalé pour les mémoires nationales et les patrimoines historiques de l'Algérie. L'intrépidité, l'indomptabilité, l'esprit de lutte et le patriotisme de ces héros nationaux et martyrs révolutionnaires ont traversé le temps et l'espace et se sont transmis de génération en génération, guidant l'Algérie dans la réalisation de son indépendance nationale en 1962 et dans le recouvrement du rang et de la dignité que la nation algérienne mérite. De plus, aujourd'hui, ce patrimoine historique continue de conduire le peuple algérien sur le chemin de la construction d'une Algérie Nouvelle.

Le peuple chinois est sensible aux mémoires nationales et aux patrimoines historiques du peuple algérien. Par exemple, à l'époque de l'Emir Abdelkader, la Chine était également dans une situation lamentable où les puissances occidentales ont lancé contre la Chine la Guerre de l'Opium (1840-1842), ouvrant ainsi le siècle d'humiliation que la Chine a dû traverser. Le peuple chinois a vécu après cette guerre dans une société semi-coloniale et semi-féodale et s'est trouvé dans une situation désespérée.

Dès lors, réaliser le renouveau national est devenu le plus grand rêve de la nation chinoise. D'innombrables patriotes chinois se sont efforcés, les uns après les autres, de rechercher une voie de redressement national en vue de changer l'état d'asservissement et d'humiliation par les autres nations. Le Mouvement des Taiping (1851-1864), le Mouvement d'Auto-renforcement (1861-1895), la Réforme des Cent Jours (1898), le Mouvement des Boxeurs (1899-1900) et la Révolution Xinhai (1911) se sont ainsi succédé, mais ils se sont tous soldés en échec et la situation lamentable du peuple chinois et de la nation chinoise est restée inchangée. C'est à partir du 1er juillet 1921 où a été créé le Parti Communiste Chinois (PCC) que la nation chinoise, en remportant la victoire de la Guerre du Peuple chinois contre l'Invasion japonaise (1931-1945) et en fondant la République Populaire de Chine (1949) grâce au PCC, se dirige, difficilement et irréversiblement, vers son Grand Renouveau.

Le temps des essais et luttes du peuple chinois a donné naissance au PCC et le PCC a obtenu, en resserrant les rangs du peuple chinois, de nouveaux exploits historiques pour la civilisation chinoise plusieurs fois millénaire. Cette année marque le 100e anniversaire de la création du PCC.

Depuis 100 ans, le PCC, fidèle à ses bonnes traditions et fort de son esprit de lutte, a eu, en unissant les 1,4 milliard de Chinois, des résultats remarquables et un miracle du rapide développement économique et social chinois. Cette splendeur, liée étroitement au PCC, a été gravée dans la mémoire nationale centenaire (1921-2021) et, la clé du succès est l'union du peuple chinois par le PCC pour réaliser le Grand Renouveau National.

Avec deux histoires modernes similaires, deux mémoires nationales proches, deux esprits de lutte nationale identiques et deux développements rapides ressemblants après la proclamation de la République Populaire de Chine et celle de la République Algérienne Démocratique et Populaire, la Chine et l'Algérie disposent de bases naturelles pour construire une communauté de destin partagé.

Le Président chinois XI Jinping a récemment dit: L'histoire est le meilleur professeur. Nous ne devons jamais oublier le chemin que nous avons parcouru ni notre passé ni la raison pour laquelle nous sommes partis, même si nous irons très loin et arriveront à un avenir radieux. Et le Président algérien Abdelmadjid TEBBOUNE a dit à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Mémoire: La valorisation de la Mémoire et sa transmission à la jeunesse de l'Algérie indépendante est le meilleur gage pour atteindre la réussite souhaitée dans l'édification de l'Algérie nouvelle et consolider le processus de renouveau national.

Transmettre l'esprit national et rester fidèle à l'engagement initial est la volonté commune des deux Etats et peuples frères chinois et algérien.

Je souhaite que nos deux Etats marchent d'un pas assuré sur le chemin de transmission d'esprit national, avancent en aplanissant toutes les difficultés sur le chemin de renouveau national et aillent de l'avant coude à coude sur le chemin d'édification de la communauté de destin partagé Chine-Algérie.



GRÈVE DES ÉTUDIANTS LE 19 MAI 1956

Un élan noble et généreux de la jeunesse intellectuelle

EN 1956, la lutte armée avait commencé depuis deux ans déjà. La grève des étudiants algériens, le 19 mai 1956, renforce la détermination du peuple algérien à vivre hors du joug de l'armée d'occupation. Il faut dire qu'en ce début des années 1950, les jeunes Algériens avaient commencé à fréquenter les établissements de l'enseignement secondaire et supérieur, réservés jusque-là aux seuls Européens. Il fallait batailler dur pour avoir le niveau. Une seule défaillance, c'était l'exclusion définitive. Il faut dire aussi que c'était une fierté pour les familles algériennes d'avoir un garçon ou une fille au lycée ou à l'université. Ces élèves et étudiants étaient estimés par leur entourage. Ils étaient considérés comme des élus. Le 19 mai arriva. Ce fut un coup dur pour cette intelligentsia. Le sacrifice était là. Tous ont déserté les bancs de l'université, et la plupart ont rejoint le maquis. L'ALN les a spécialisés, entre autres, dans la manipulation du materiel radio. C'était un calvaire pour ces jeunes qui portaient un fardeau de plus de 10 kg et étaient la cible privilégiée de l'ennemi dans les accrochages. Nombreux sont tombés au champ d'honneur et nombreux ont été portés disparus. Un exemplaire de ce matériel radio est exposé au musée de l'Armée à Riadh El-Feth. Les étudiants en médecine étaient les plus solicités dans les maquis. Les étudiants en chimie ont été privilégiés, à l'image de Abderrahmane Taleb, jeune chimiste arrêté, condamné à mort et exécuté. Parmi les chefs de l'ALN, le colonel Amirouche, invincible stratège militaire et doué d'une clairvoyance constructive pour l'avenir de l'Algérie, a regroupé ces jeunes étudiants, les envoyant à Tunis pour bénéficier de bourses d'étude dans les pays amis. C'est grâce à ces jeunes intellectuels ainsi formés que l'Algérie a démarré son indépendance. Le 19 mai 1956 a été un élan noble et généreux de jeunesse intellectuelle algérienne, animés par un nationalisme et un patriotisme inégalé. Leur sacrifice est inscrit en lettres d'or dans l'histoire de la révolution armée. Leurs noms resteront éternels à la gloire de l'Algerie et de son peuple.

Kamel Cheriti